# REVOLUTION SOCIALISTE

*On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine*


# Israël assassin
# Sarkozy complice




**Crise Université États-Unis Grèce**


**n° 29 janvier 2009 1,50 euro groupe bolchevik [ collectif révolution permanente ]**

# Le « président du pouvoir d'achat » à l'oeuvre
# 400 000 emplois de moins 360 milliards d'euros pour les banques

### Sarkozy, incapable de prévoir et d'empêcher la crise économique

Le temps est déjà loin où le candidat Nicolas Sarkozy annonçait aux naïfs qu'il serait le « président du pouvoir d'achat » et même celui où le président fraîchement élu croyait qu'il pouvait décider d'une croissance à 3 %, qu'il irait « chercher avec les dents ». Sarkozy, son premier ministre François Fillon et sa ministre de l'économie Christine Lagarde se sont révélés incapables de prévoir la crise capitaliste mondiale. Même quand celle-ci a commencé, en août 2007, ils ont encore prétendu durant un an, que la France ne serait pas concernée.

Ce bulletin avait titré, au printemps 2008 : « *Le capitalisme menacé par une récession plus violente qu'en 1929* » (*Révolution Socialiste* n° 27). Le mode de production capitaliste engendre inévitablement des crises économiques mondiales qu'aucun président, si prétentieux soit-il, ne saurait empêcher, à plus forte raison quand le pays qu'il gouverne est une puissance économique secondaire. La crise capitaliste se poursuit et s'approfondit à l'échelle mondiale. Elle entraîne inéluctablement l'économie française :

> *Pour les grandes économies de la zone euro, la contraction du PIB devrait atteindre 2,3 % en Allemagne, 2 % en Italie et en Espagne et 1,8 % en France en 2009, selon la Commission européenne.* (*Libération*, 19 janvier 2009).

La récession, c'est-à-dire la baisse de la production, s'accompagne de la montée du chômage et de l'appauvrissement de la classe ouvrière.

> *Sur le front de l'emploi, l'Insee prévoit 147 000 destructions de postes dans les secteurs marchands non agricoles au second semestre 2008, puis 214 000 au premier semestre 2009. A l'horizon de juin 2009, le taux de chômage remonterait à 8 % en France métropolitaine...* (*L'Usine Nouvelle*, 14 décembre 2008)

> *En France, les statisticiens sont obligés d'aller rechercher jusqu'en 1984 pour retrouver la même envolée du chômage (+ 64 000 personnes supplémentaires sur un mois) enregistrée en novembre... Une plaie sociale à laquelle pourrait s'ajouter le mécontentement des salariés en emploi dont le pouvoir d'achat s'érode en raison des restrictions de rémunération que vont imposer les DRH.* (*Le Monde*, 6 janvier 2009)

Nombre de salariés qui conservent leur emploi travaillent moins et gagnent moins. En effet, les entreprises multiplient les mesures de chômage technique : ArcelorMittal, Citroën-PSA, Peugeot-PSA, Renault, Renault Trucks-Volvo, Toyota, Ford, Faurecia, Michelin, STMicroelectronics...

### Le mot d'ordre de toutes les bourgeoisies impérialistes : chacun pour soi !

Contrairement au mythe entretenu par l'aile la plus rétrograde de la bourgeoisie, l'Union européenne ne dicte pas leur conduite aux États nationaux. Ce chauvinisme a été relayé durant des années par la plupart des bureaucraties sociales-patriotes du mouvement ouvrier et par leurs adjoints « d'extrême-gauche » (en particulier lors du référendum de 2005). Sarkozy, qui n'avait rien vu venir, s'est trouvé président de l'UE, pour six mois, au moment de l'effondrement des banques. Il a d'abord convoqué le 4 octobre une réunion, en dehors de toutes les règles, de 4 États membres, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie.

> *Comme d'autres initiatives du président Sarkozy, cette réunion précipitée a paru relever davantage de la mise en scène que de l'efficacité... On ne voit pas bien la nécessité que la présidence française de l'UE outrepasse les procédures communautaires pour convoquer une réunion dont, pour finir,*

## Révolution Socialiste n° 29



www.revolution-socialiste.info

*ne pouvait pas sortir un accord significatif. D'une part, les positions des participants sur les mesures face à la crise ne coïncidaient pas ; d'autre part, les autres membres de l'Union n'auraient jamais accepté une décision économique prise à Paris. (El País,* 5 octobre 2008)

Le fossé s'est creusé entre la France et l'Allemagne, les deux têtes de l'Union européenne :

*Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ne s'aiment pas... On pourrait en sourire si cette discordance ne traduisait pas une crise sérieuse de la relation bilatérale le plus importante d'Europe.* (*Enjeux*, janvier 2009)

Contrairement aux prétentions de Sarkozy, les rencontres internationales et européennes qu'il a contribué à réunir, à l'occasion de la présidence tournante de l'Union européenne, n'ont abouti à aucun plan commun.

La crise frappe tous les pays capitalistes, mais aucun ne veut payer pour les autres.

Dans les années 1930, les États bourgeois fermèrent leurs frontières et dévaluaient leur monnaie, aggravant considérablement la crise mondiale. Or, le protectionnisme, rétrograde dans le cas des grandes puissances, regagne du terrain. Les politiques de l'immigration se durcissent, comme en Espagne ou en Italie. Chaque État bourgeois s'e penche avec sollicitude sur les banques nationales, en leur permettant à l'occasion de mettre la main sur des banques étrangères en difficulté. Les « plans de relance sont nationaux. Les États-Unis, la France, l'Allemagne... sauvent leurs groupes automobiles, au détriment de leurs concurrents étrangers. La Russie et la Grande-Bretagne laissent leur monnaie se déprécier sur le marché des changes.

Faute de véritable plan mondial et même européen, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Lagarde en est réduit à prendre des mesures locales pour préserver les chances du capitalisme français, au détriment des travailleurs de ce pays.

*« Des pays qui étaient au premier rang vont se retrouver au dernier rang, d'autres vont profiter de cette crise pour moderniser leur économie », a expliqué Fillon. « Toute la question est de savoir dans quel groupe la France sera », a-t-il ajouté. « Le gouvernement n'observera aucune pause dans les réformes en 2009 », s'est-il empressé d'insister.* (*Le Figaro*, 18 décembre 2008)

D'abord, la politique du gouvernement consiste à sauver les banques françaises ; ensuite, à tenter de limiter l'impact de la crise mondiale sur l'économie nationale en creusant le déficit budgétaire ; enfin, à poursuivre de plus belle son offensive contre la classe ouvrière et la jeunesse.

## Le plan de sauvetage des banques : 320 milliards + 40 milliards

En janvier 2008, pour justifier le maintien de la TVA à 19,6 %, les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, les suppressions de postes d'enseignants et l'étranglement des hôpitaux, Sarkozy avait déclaré : *« Qu'attendez-vous de moi ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ? ».*

Pourtant, « les caisses vides » se sont soudain trouvées pleines... pour les banques. La somme annoncée est faramineuse, soit au total 360 milliards d'euros qui ne seront pas forcément employés et qui auraient été insuffisants si toutes les banques s'étaient effondrées. Le premier but était d'éviter, justement, une panique bancaire. Pour cela, l'État a d'abord décidé de prêter aux banques à moyen terme :

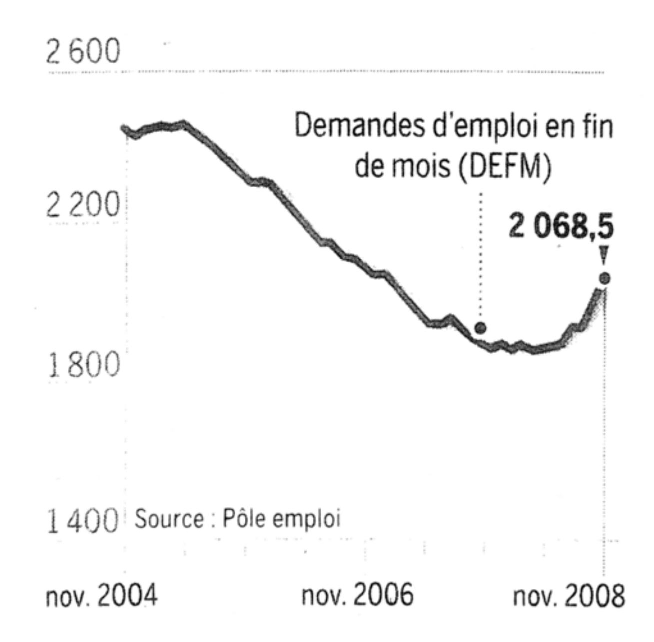
*L'État se substituera à la banque centrale en devenant prêteur, jusqu'à la fin de l'année 2009, auprès des établissements qui le demandent. L'encours total des sommes en jeu sera plafonné à 320 milliards d'euros et les durées de remboursement pourront aller jusqu'à cinq ans...* (*Les Échos*, 14 octobre 2008)

Bien sûr, Sarkozy prétend que c'est dans l'intérêt de toute la population :

*Ce que nous tentons aujourd'hui de façon exceptionnelle dans des circonstances elles-mêmes exceptionnelles, c'est, je le dis aux Français, la seule façon de protéger leur emploi, leurs économies et leurs impôts.* (Nicolas Sarkozy, 13 octobre 2008)

La Société de financement de l'économie française, créée à cette fin, sera une société anonyme sous le contrôle des banques (puisqu'elles détiendront 66 % des actions de la SFEF).

*La SFEF prête aux établissements de crédit – banques et sociétés financières liés à des groupes industriels et commerciaux– sur des durées pouvant aller jusqu'à un an, à condition que les bénéficiaires puissent lui apporter des garanties.* (*Revue Banque*, décembre 2008)



Les « garanties » comprendront probablement les « titres toxiques » qui ont déclenché la crise bancaire mondiale. Outre ces prêts de moyen terme via la SFEF qui peuvent aller jusqu'à 320 milliards, l'État envisageait de se porter actionnaire des banques. En d'autres termes, il leur aurait apporté de l'argent à titre définitif, par l'intermédiaire d'une Société de prise de participation de l'État (SPPE), qui peut octroyer jusqu'à 40 milliards :

> *Le plan français entérine la création de deux mécanismes nouveaux : d'une part, un outil de financement... ; d'autre part, un mécanisme de renforcement des fonds propres, doté de 40 milliards d'euros, géré par une société de prise de participation.* (*Revue Banque*, novembre 2008)

En fait, les banques ont accepté l'argent, mais ont catégoriquement refusé que l'État devienne en contrepartie leur actionnaire et donc puisse avoir une influence sur leurs décisions. L'Association française des banques a exigé que l'aide soit fournie plutôt sous forme d'obligations à long terme, qui ne donnent pas de droit de regard au prêteur. Le gouvernement s'y est plié de bonne grâce :

> *Face à l'arrivée massive de l'argent public dans les banques étrangères... les banques françaises apparaissaient de plus en plus sous-capitalisées par rapport à leurs concurrentes... Cet apport prendra la forme d'obligations émises par les banques et souscrites par la SPPE...* (*Alternatives Économiques*, novembre 2008)

Les partis d'origine ouvrière de l'opposition parlementaire (PS, PCF) ont approuvé tous deux le principe que l'argent public, hier inexistant et soudain disponible, soit fourni aux banques. Tout en estimant positif de rassurer les « marchés financiers », c'est-à-dire les capitalistes, le PCF a voté contre le plan de sauvetage des banques. En effet, il a estimé qu'il était possible de supprimer la spéculation sans exproprier, à condition que le gouvernement Sarkozy contrôle mieux le crédit, dans le cadre de l'économie capitaliste :

> *La solution préconisée par le gouvernement, même si elle est susceptible de faire baisser momentanément les tensions nationales et internationales sur les marchés financiers, procure une prime à tous les prédateurs qui se sont servis sur l'économie réelle... Les député-e-s communistes rappellent l'urgence de réorienter l'argent pour satisfaire les besoins humains et non plus la spéculation. Il faut pour cela notamment se doter au plus vite d'un pôle financier public qui permettra la relance de l'économie réelle fondée sur la production de richesses.* (Députés communistes et républicains, *Déclaration sur le collectif budgétaire*, 14 octobre 2008)

Quant au PS, il s'est abstenu, le président du groupe « socialiste » à l'Assemblé national ayant expliqué : « *Je n'imagine pas qu'on puisse voter contre ce projet de sauvetage* ». Pour Ayrault, il est inévitable que les contribuables financent de grands groupes capitalistes qui restent privés et dont les dirigeants restent en place, après avoir personnellement touché en 2007 des sommes énormes (par exemple, 2,27 millions d'euros pour le seul Baudoin Prot, directeur général de la BNP-Paribas).

L'escroquerie doit cesser, les banques doivent être nationalisées sans indemnité ni rachat !

> *Les banques constituent les foyers de la vie économique moderne, les principaux centres nerveux de tout le système capitaliste d'économie. Parler de la « réglementation de la vie économique » et passer sous silence la nationalisation des banques, c'est ou bien faire preuve de l'ignorance la plus crasse ou bien tromper le « bon peuple » avec des paroles pompeuses et des promesses grandiloquentes, que l'on est décidé par avance à ne point tenir.* (Vladimir Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, 1917, *Œuvres* t. 25, p. 358)

D'autant que les vannes largement ouvertes de l'argent aux banques et l'augmentation de la dette publique créent les conditions de la prochaine bulle spéculative.

> *Chaque innovation financière de la période précédente qui a servi d'objet de spéculation a été nourrie par la monnaie à bon marché.* (*The Economist*, 18 octobre 2008)

> *La ruée vers les obligations publiques, perçues comme un refuge face à la crise, crée une bulle dont, à terme, l'éclatement provoquerait une hausse des taux préjudiciable à l'économie.* (*Le Monde*, 13 janvier 2009)

Même si elle a éclaté sous forme d'une violente crise bancaire et boursière, la crise est avant tout une crise du profit, qui minait toute l'économie bien avant, comme l'indiquait la remontée du chômage, voici plus d'un an.

## Le Plan de relance : 26 milliards

Face à l'extension de la crise à « l'économie réelle », les pouvoirs publics se rabattent sur les remèdes« keynésiens» : la Banque centrale européenne baisse son taux directeur et finance sans retenue les banques à court terme sur le marché interbancaire ; le gouvernement français complète avec son « plan de sauvetage des banques » et en aidant les autres entreprises capitalistes avec son « plan de relance ».

*Face aux menaces qui pourraient faire de 2009 l'année de la crise sociale, en France mais aussi dans d'autres pays de l'Union européenne, les gouvernements ont allumé des contre-feux : plans de relance, amplification du traitement social du chômage, etc.* (*Le Monde*, 6 janvier 2009)

Sarkozy a annoncé, le 4 décembre à Douai, un plan de relance (purement français) de 26 milliards d'euros. Le plan vise à augmenter la croissance économique de 1 point, selon le premier ministre Fillon.

1. Dans les entreprises de moins de 10 salariés, toutes les embauches seront exonérées de cotisations sociales au niveau du SMIC, soit une aide de 180 euros par mois. La mesure sera dégressive jusqu'au niveau de 1,6 fois le SMIC.

2. L'État va investir 4 milliards d'euros supplémentaires dans des projets qui avaient été gelés faute de financement. Sont concernées les infrastructures de transport, les « équipements de défense », l'université et la recherche... Les entreprises publiques financeront elles-mêmes 4 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans la production d'énergie, la rénovation et l'entretien du réseau électrique, gazier, postal et de la RATP. Les collectivités locales investiront 2,5 milliards d'euros supplémentaires.

3. En 2009, les particuliers qui mettront à la casse un véhicule de plus de dix ans pour acheter un véhicule neuf ayant le label écologique toucheront une prime à la casse de 1 000 euros. Les filiales de Renault et PSA spécialisées dans l'octroi de crédit automobile aux particuliers recevront un financement supplémentaire d'un milliard d'euros chacune.

4. Le logement sera soutenu à hauteur de 1,6 milliard d'euros. Le prêt à taux zéro sera doublé en 2009 s'il est consacré à l'achat d'un logement neuf. 70 000 logements supplémentaires vont être construits pour 600 millions d'euros.

5. Les conditions d'indemnisation du chômage, partiel ou total, seront améliorées, à hauteur de 500 millions d'euros. Le gouvernement va verser fin mars 2009 une prime de 200 euros aux 3,8 millions de personnes éligibles aux minima sociaux (760 millions d'euros).

6. L'État remboursera, début 2009, 11,5 milliards d'euros aux entreprises. Le crédit d'impôt recherche, normalement remboursable sur trois ans, sera reversé début 2009 en une seule fois (3,8 milliards d'euros). Il en sera de même pour les crédits de TVA (3 milliards d'euros). Les déficits enregistrés par les entreprises en 2008 donneront lieu à un remboursement de 2 milliards d'euros dès 2009.

*Sur les 26 milliards du plan français, 15 seulement correspondent à proprement parler à une impulsion budgétaire, c'est-à-dire à une dépense publique ou à une baisse d'impôt. Les 11 autres relèvent de mesures de trésorerie...* (*Alternatives Économiques*, janvier 2009)

Certains dispositifs ne sont donc qu'un avancement de calendrier, mais cela permet d'améliorer la trésorerie des entreprises et de gonfler le montant total du plan (6), tandis que d'autres sont de nouvelles exemptions de cotisations patronales (1). Une partie constitue de véritables injections de type keynésien dans l'économie, au titre de soutien à la consommation (3, 5) et surtout à l''investissement (2, 3, 4).

Encore faudrait-il, pour que ce genre de politique économique empêche la dépression, que celle-ci provienne bien d'une insuffisance de la demande...

## Tous keynésiens

Saisis d'effroi devant la crise, les dirigeants politiques de la bourgeoisie placent soudain toutes leurs espérances dans l'intervention étatique, après un quart de siècle de « libéralisme » qui vient de s'achever dans la plus grande catastrophe économique depuis 1929.

*À présent, nous sommes tous des keynésiens... Lorsque Barack Obama entrera à la Maison Blanche, il proposera un gigantesque plan de relance budgétaire. De nombreux gouvernements mettent sur pied des plans semblables. Même l'Allemagne, à son corps défendant, est obligée de se joindre au mouvement... Keynes souhaitait préserver l'économie de marché, sans pour autant croire que le laisser-faire est la clé du meilleur des mondes possibles. La priorité absolue est de rétablir la bonne santé de l'économie mondiale. Le défi à court terme est, comme l'aurait recommandé Keynes, de soutenir la demande globale.* (Martin Wolf, *Financial Times*, 26 décembre 2008)

Tous les petits-bourgeois « altermondialistes » ou « anticapitalistes », toutes les bureaucraties pro-impérialistes issues du mouvement ouvrier, qui ont toujours fait confiance à l'État bourgeois, célèbrent avec enthousiasme le « retour de Keynes ». Le président du groupe parlementaire du Parti socialiste, à une question d'un journaliste qui lui demandait s'il se félicitait du retour de Marx et de Keynes, s'est exclamé, avec la haine commune à tous les nantis :

*Ce n'est pas le retour de Marx, c'est le retour de Keynes !* (Jean-Marc Ayrault, *France Culture*, 13 décembre 2008)

Lord Keynes était un ennemi juré de la révolution socialiste et même du Parti travailliste, pourtant dévoué au capitalisme et respectueux de la monarchie :

*C'est un parti de classe, et cette classe n'est pas la mienne. Si je dois revendiquer des avantages pour une fraction de la société, ce sera pour celle à laquelle j'appartiens... Je peux être sensible à ce que je crois être la justice et le bon sens ; mais la guerre de classes me trouvera du côté de la bourgeoisie*



> *cultivée.* (John Maynard Keynes, « Suis-je un libéral ? », 1925, *La Pauvreté dans l'abondance,* Gallimard, p. 18)

La direction de LO, comme la science économique bourgeoise de la variante Keynes qui tient lieu de théorie aux réformistes, soutient que la cause de la crise réside dans l'insuffisance de la demande.

> *Le rétablissement des profits élevés n'a pas résulté d'un élargissement du marché mais, au contraire, les moyens par lesquels ils ont été obtenus au détriment de la masse salariale ont contribué à réduire la demande solvable, c'est-à-dire ont aggravé la cause fondamentale de la crise.* (*Lutte de Classe,* décembre 2008)

Toutefois, l'explication de la crise par l'insuffisance de la demande solvable est superficielle.

> *C'est une pure tautologie de dire que les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut... Si on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part... Du point de vue des chevaliers qui rompent des lances en faveur du simple bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise.* (Karl Marx, *Le Capital,* livre II, 1869-1875, ch. 20, p. 360)

## De la crise de 1973 à celle de 2007

La production, avec le capitalisme, n'a pas pour but de satisfaire des besoins, mais d'augmenter la valeur aux mains de la bourgeoisie. Le moyen est l'exploitation des travailleurs au cours du processus de production. La rentabilité du capital repose sur l'écart entre la part de la classe ouvrière et la valeur de son propre produit. La différence, « plus–value » ou « survaleur », est partagée, au sein de la classe capitaliste entre profits des entreprises productrices de marchandises, entreprises de la distribution, entreprises de la finance.

Les capitalistes comme classe, pour affaiblir la classe ouvrière, et chaque capitaliste individuellement, pour faire face à la concurrence des autres entreprises, augmentent la composition organique du capital, recourent à la mécanisation et à l'automatisation. La diminution relative du travail par rapport aux moyens de production tend à faire baisser le taux de profit, car la source de la plus-value ou survaleur est le travail vivant dépensé dans le processus de production des entreprises qui créent des marchandises nouvelles (que ce soit des « biens » ou des « services » importe peu).

La baisse du taux de profit, du rapport entre plus-value et capital avancé (pour l'achat de la force de travail et celui des moyens de production) se manifeste périodiquement au cours de crises économiques capitalistes. Il y a insuffisance de la plus-value mondiale au regard du capital mondial. La crise elle-même permet la reprise de l'accumulation du capital au détriment de certains capitalistes, par la dévalorisation, voire la destruction d'une partie du capital, et surtout au détriment de la classe ouvrière, le chômage facilitant la baisse de la valeur de la force de travail.

La précédente crise mondiale (1973-1974), découla d'un déclin substantiel du taux de profit à l'échelle mondiale, dans les années 1960. Les politiques économiques d'inspiration keynésienne ne l'avaient pas empêchée. Elle a entraîné une intensification de la lutte entre les classes, dans un contexte de montée révolutionnaire mondiale (dont mai-juin 1968 témoigna en France). Les bourgeoisies et leurs États, avec l'aide précieuse des partis staliniens, des partis sociaux-démocrates et des directions syndicales ont réussi à contenir la vague révolutionnaire, à empêcher la prise du pouvoir par les producteurs.



**RÉVOLUTION SOCIALISTE**
organe trimestriel du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
**Re-So / AGECA service BP /**
**77 rue de Charonne / F-75011 PARIS**

Site du CRP Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**
Site du GB de France : **revolution-socialiste.info**

ISSN : 1634-4006

Directrice de la publication ML Herblot - RS29.04
Le dessin de Wiaz qui figure en couverture date de 1973

Les patrons, les gouvernements à leur service (dont ceux d'Union de la gauche ou de Gauche plurielle en France) ont utilisé le chômage, la réorganisation des processus de production (suppression des anciennes citadelles ouvrières, flux tendu, qualité totale...), le rétablissement du capitalisme dans les zones où il avait exproprié (en Russie, en Europe centrale et orientale, en Chine) pour augmenter le taux d'exploitation.

Le « libéralisme » utilisé contre les travailleurs des pays impérialistes coexistait avec la survivance de l'étatisme capitaliste (pôles de compétitivité de Chirac, dépenses d'armements de Bush...) et avec un haut degré d'« interventionnisme » de la part des bourgeoisies des pays capitalistes émergents (Chine, Inde, Brésil...) nécessaire à leur décollage économique.

Mais, contrairement à ce que prétend la direction de LO (*« le rétablissement de profits élevés »*), le taux de profit n'a jamais retrouvé le niveau d'après la 2e Guerre mondiale, ce qui s'est traduit par des taux de croissance plus réduits que durant les « 30 glorieuses (à l'exception de la Chine, voir *Révolution Socialiste* n° 28). En outre, cette phase a été traversée de crises, en 1987 aux États-Unis ; en 1990 aux États-Unis ; en 1993 en Europe ; en 1997 en Thaïlande, en Corée, à Hong Kong ; en 1998 en Russie, au Brésil ; en 2000 aux États-Unis ; en 2001 en Argentine... Celles-ci ont été à chaque fois contenues géographiquement ou atténuées dans leur ampleur par l'accroissement des dépenses militaires américaines et par l'expansion du crédit, c'est-à-dire des recettes keynésiennes qui ont préparé la crise actuelle.

L'abondance de liquidités a trouvé une diversion temporaire dans l'activité financière qui est certes largement parasitaire, mais qu'on ne saurait séparer du mode de production capitaliste. Certains produits financiers des dernières années (contrats à termes, options, swaps...) faisaient perdre à certains ce que gagnaient les autres. Mais les « bulles », c'est-à-dire l'augmentation des prix des actifs font croire à chaque fois aux banques, aux sociétés d'investissement (dont les fonds de pension), aux compagnies d'assurance, aux directeurs financiers des groupes de l'industrie et des services non financiers ainsi qu'à quelques petits bourgeois naïfs (des professions libérales ou des cadres) que tout le monde pouvait gagner, sans risque, donc sans perdant.

> *La bulle offre précisément une phase de croissance forte et stable de la rentabilité qui, à mesure qu'elle se développe, ancre plus profondément l'idée d'un « nouveau régime », dans lequel le problème du risque a été « dépassé »...* (Frédéric Lordon, *Jusqu'à quand ?* Raisons d'Agir, 2008, p. 32)

L'éclatement de la bulle (cette fois-ci, du marché immobilier américain), l'impossibilité des émetteurs de ces obligations « toxiques » (résultant de la « titrisation » qui permettait de camoufler les créances les plus douteuses) de verser les intérêts prévus, l'incapacité des assureurs à protéger les acquéreurs de ces titres (parfois émis par ces mêmes banques !) ont fait s'écrouler les échafaudages financiers.

La crise était inévitable parce que l'ensemble des profits dérive en dernière analyse de l'exploitation du prolétariat et que la masse de capital, sous toutes ses formes, était hypertrophiée par rapport à la plus-value sociale mondiale.

> *Au début des années 1980, le secteur financier recevait 10 % des profits totaux ; en 2007, cette part s'élevait à 40 %.* (Murray Smith, *Causes and consequences of the global economic crisis,* 12 novembre 2008)

## Des jérémiades syndicales sur l'insuffisance de la relance du capitalisme français

Aucune politique économique, libérale ou keynésienne, ne saurait guérir le capitalisme en déclin. Le déficit budgétaire signifiera soit l'inflation, dont souffriront les travailleurs, soit l'augmentation des impôts, que supportera avant tout la classe ouvrière.

Cela n'a pas empêché les directions syndicales d'approuver le principe d'un plan de relance capitaliste. Aucune ne met en cause le surcroît de dépenses militaires (2), soit 1,4 milliards d'euros, le double de ce qui est alloué à la recherche et à l'enseignement supérieur. Leurs seules réserves portent sur l'insuffisance de l'aide à « la consommation » :

> *La délégation de la CGT a développé ses propositions, notamment sur la nécessité d'une véritable relance par le pouvoir d'achat.* (CGT, *Rencontre avec l'UMP*, 23 décembre 2008)

> *L'ampleur de la récession appelait une politique de relance cohérente et resserrée bâtie sur deux piliers, l'investissement et la consommation, moteur dont l'épuisement signifierait une lourde aggravation de la situation économique. Pour FO, les annonces du Chef de l'État ne sont pas à la hauteur des enjeux... la communication présidentielle esquive soigneusement la question du soutien des dépenses de consommation.* (FO, *Communiqué*, 4 décembre 2008)

> *Les salariés et la consommation sont les grands oubliés du plan de relance présidentiel.* (CFDT, *Communiqué*, 4 décembre 2008)

Autant demander au lion de devenir végétarien ! L'augmentation des salaires n'est guère souhaitée par la classe des capitalistes, encore moins quand le taux de profit baisse à l'échelle internationale et quand l'économie capitaliste nationale perd des parts de marché mondial et voit se creuser son déficit des échanges de biens et de services. Voilà pourquoi plupart des sommes du « plan de relance » du gouvernement Sarkozy-Fillon sont allouées en partie (3), voire totalement (1, 6), aux capitalistes... qui feront ce qu'ils voudront.

Quant à l'environnement, il passe désormais au second plan, sauvetage du capitalisme oblige.

*La construction durable et la rénovation thermique des bâtiments sont singulièrement absentes du volet logement du plan de relance... Pire, certaines dispositions du plan s'inscrivent en recul par rapport au Grenelle de l'environnement. Ainsi, le seuil d'émission de CO2 retenu pour bénéficier de la prime à la casse des automobiles est de 160 grammes, alors que qu'il est de 130 grammes pour bénéficier du bonus. Ce qui permet aux trois quarts des véhicules d'en bénéficier. Mais il fallait bien écouler les stocks...* (*Alternatives Économiques*, janvier 2009)

## Des illusions sur l'État bourgeois partagées par tous les partis installés dans la 5e République

Non seulement les travailleurs vont payer encore pour les capitalistes, mais la secrétaire du PS trouve que Chirac et Sarkozy auraient pu aider plus tôt les patrons (comme s'ils ne l'avaient fait !) :

*Le plan de relance de la France consiste à faire ce que la France n'a pas fait depuis trois ans envers les entreprises.* (Martine Aubry, *Conférence de presse*, 4 décembre 2008)

Les partis traditionnels de la classe ouvrière et leurs adjoints de « l'extrême-gauche » accréditent aussi l'illusion que l'État bourgeois pourrait s'attaquer réellement à la crise et assurer, avec un peu de bonne volonté (PS, PCF) ou sous la pression des travailleurs (LO, LCR), l'amélioration sensible et durable de la situation des salariés :

*La France n'a pas de plan de relance à la hauteur de la crise.* (Martine Aubry, *Conférence de presse*, 4 décembre 2008)

*En fait, cette annonce n'est qu'un tour de passe-passe destiné à faire croire à la population que Sarkozy et son gouvernement s'attaquent vraiment à la crise... en annonçant quelques dépenses qui étaient souvent prévues depuis longtemps.* (*Lutte Ouvrière*, 12 décembre 2008)

*Ce plan de relance ne permettra pas aux salariés et à la population de sortir la tête hors de l'eau.* (LCR, *Communiqué*, 4 décembre 2008)

*Mais les mots seront-ils suivis des faits ? Rien n'est moins sûr... Une véritable politique de relance s'appuie sur l'augmentation des salaires.* (PCF, *Communiqué*, 4 décembre 2008)

Le capitalisme serait donc victime, selon le PCF, de la faiblesse des salaires. La direction Buffet du PCF, après avoir truqué la composition du 34e congrès, l'a définitivement ridiculisé par une opération médiatique :

*Et si l'un des temps forts du congrès des communistes avait eu lieu à l'extérieur de la salle des débats ? Le vendredi 12 décembre, sur l'esplanade de la Défense, les délégués distribuent de faux billets de 500 euros au dos desquels est inscrit : « L'augmentation des salaires n'est pas un problème, c'est la solution ».* (*L'Humanité Dimanche*, 18 décembre 2008)

L'augmentation des salaires est une revendication légitime des travailleurs. Ce n'est guère une véritable solution, sans l'échelle mobile des salaires et, en dernière analyse, la prise du pouvoir. Par contre, une augmentation généralisée des salaires constitue bien un problème pour les capitalistes, particulièrement en temps de crise, car elle accentue la baisse du taux de profit. D'ailleurs, le PCF semble avoir oublié qu'il participait au gouvernement d'Union de la gauche qui a réussi à augmenter la part des profits dans la valeur ajoutée en 1982, donc qui a fait baisser la part des salaires.

*De 1981 à 1989, pendant hui années consécutives, la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse de manière ininterrompue : elle passe de 69 % en 1981 à 60 % en 1989...* (INSEE, *L'Économie française*, 1998, p. 64)

Cette détérioration de la part des richesses qui revient à la classe ouvrière n'a jamais été renversée depuis, y compris quand Marie-George Buffet était ministre, lors de la participation du PCF au gouvernement de la Gauche plurielle, de 1997 à 2002. Depuis, le PCF, avec le renfort de LO et de la LCR, a toujours combattu la grève générale contre les Chirac-Sarkozy qui aurait permis de défendre les salaires, les pensions de retraite, le droit de se soigner et de s'instruire.

## En décembre, le mouvement de la jeunesse scolarisée a fait temporairement reculer le pouvoir

Le candidat Sarkozy prétendait débarrasser la France à jamais de Mai 1968. Pourtant, l'appréhension d'une conjonction d'une révolte de la jeunesse et d'une grève générale de la classe ouvrière a fait vaciller le président Sarkozy à la fin de l'année du 40e anniversaire.

Depuis plusieurs semaines, une écrasante majorité des étudiants des instituts universitaires de technologie (IUT), un nombre croissant d'universitaires et une partie grandissante des lycéens s'opposaient en même temps aux plans du gouvernement contre l'enseignement supérieur et contre l'enseignement secondaire. Parallèlement, la nouvelle police politique (DCRI) et les élus locaux alertaient le gouvernement sur les risques d'une nouvelle explosion des banlieues, la crise capitaliste et l'aggravation du chômage frappant particulièrement leur jeunesse.

*Raymond Soubie, le conseiller social du président, l'a mis en garde contre une crise sociale majeure... Il a suffi que ses homologues européens, notamment l'espagnol José Luis Zapatero et l'italien Silvio Berlusconi, lui fassent part de leur inquiétude sur l'état d'esprit de leur jeunesse dans leur pays respectif, pour qu'à son retour du sommet de Bruxelles, le*

> *chef de l'État autorise Xavier Darcos à retirer la réforme du lycée.* (*Le Monde*, 23 décembre 2008)

Après l'assaut de la jeunesse italienne contre le gouvernement Berlusconi en automne, en plein assaut du mouvement de la jeunesse grecque contre le gouvernement Caramanlis, le pouvoir a donc été contraint pour la première fois de reculer devant la rue.

Pour autant, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Darcos ne revenait pas sur les 30 000 suppressions de postes de professeurs du budget 2008 et du budget 2009. Ni sur le raccourcissement de l'enseignement professionnel, le bac pro passant de 4 ans d'études à 3 ans, qui a été conforté par la signature de syndicats de professeurs de lycées professionnels (SNETAA, SGEN...).

L'irruption des lycéens a bousculé un plan qui associait, comme d'habitude, les directions syndicales (y compris les deux petites organisations lycéennes dirigées par le PS). Le projet Sarkozy-Darcos prévoyait un « lycée à la carte », qui permettrait d'économiser des heures d'enseignement, d'aggraver la concurrence entre établissements, de mettre en cause les statuts des professeurs et le baccalauréat, autant de bêtes noires du patronat et du parti gaulliste. Le gouvernement était confiant car il avait l'accord de principe des organisations syndicales lycéennes (FIDL, UNL), des fédérations de parents d'élèves (FCPE, PEEP) et même la signature d'un protocole par la plupart des syndicats enseignants (SNES-FSU, SGEN-CFDT, SE-UNSA, SNEP-FSU, SNALC...) malgré la suppression de 17 000 postes au budget 2007 :

> *Paradoxalement, la réforme de la seconde avait plutôt été bien accueillie lors de sa présentation au printemps. Un protocole d'accord avait même été signé entre le ministère et les syndicats. Les lycéens, associés aux discussions, avaient été séduits par l'idée...* (*Le Figaro*, 18 décembre 2008)

Le recul devant le mouvement de la jeunesse scolarisée illustre que la crise capitaliste mondiale a changé la donne politique en France.

## Fragilisé, Sarkozy n'en poursuit pas moins ses attaques

Après sa victoire électorale, le petit Bonaparte arrogant se permettait de s'afficher avec « la France qui se couche tard » dans les palaces, les jets privés et les yachts. Grâce aux capitulations des appareils syndicaux, à l'aplatissement du PS et du PCF, à la démoralisation consécutive des travailleurs, le frimeur pouvait, les premiers mois de son mandat, rencontrer « la France qui se lève tôt » et se faire filmer sur les lieux de travail. Le 5 juillet encore, le matamore de l'Élysée annonçait présomptueusement à l'UMP que sa victoire sur la classe ouvrière était totale et irréversible : « *Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit*».

Depuis la multiplication des mesures de chômage technique et des plans de licenciement, Sarkozy est accueilli par des grèves et des manifestations. Il n'en poursuit pas moins son œuvre destructrice au compte de la classe dominante. Il l'accentue même, pour que l'impérialisme français affronte en bonne posture les rivalités entre puissances capitalistes qui sont accentuées par la crise. Ainsi, lors de ses déplacements pour les « vœux », Sarkozy annonçait lui-même que l'offensive contre les lycées n'était que partie remise :



Nantes, 12 décembre 2008, photo Presse-Océan

> *Cela fait 40 ans qu'il y a des manifestations et 40 ans que la crise s'aggrave... Ce que je veux vous dire, c'est qu'après avoir fait le primaire, l'université, on va travailler sur le lycée. Le lycée, tout le monde est bien convaincu qu'il faut une réforme... la réforme, il la faut, pour septembre 2010.* (Nicolas Sarkozy, *Discours de Saint-Lô*, 12 janvier 2009)

Sarkozy mise sur ses complicités habituelles :

> *Nous allons conduire cette réforme en prenant le temps de la concertation et de l'écoute... Nous allons conduire l'impérieuse nécessité de la réforme du lycée, en prenant le temps, en associant tout le monde.* (Nicolas Sarkozy, *Discours de Saint-Lô*, 12 janvier 2009)

Dans les rues de Saint-Lô, au moment où Sarkozy clamait son respect des professeurs, sa police gazait, matraquait et arrêtait les enseignants et les lycéens qui osaient protester en sa présence contre les suppressions de postes.

Cela n'a pas empêché les directions syndicales d'appeler les travailleurs de l'enseignement, les élèves et les parents à manifester le samedi 17 janvier pour... « la reprise du dialogue social ». Deux jours avant, répondant aux vœux de Sarkozy, la plupart des initiateurs du 17 (SGEN-CFDT, SE-UNSA, FCPE, UNL, UNEF, CE...) avaient volé au secours du gouvernement, en reprenant à leur compte le plan Sarkozy-Darcos :

> *Un collectif de 19 organisations de l'Éducation a rendu publiques jeudi neuf propositions pour réformer le lycée, parmi lesquelles celles d'organiser le lycée en modules, de revoir les modalités du baccalauréat, de prévoir plus de*

*temps d'accompagnement des élèves et moins d'heures de cours. (Ouest-France,* 15 janvier 2009)

Le lendemain de la « journée d'action » du 17, le ministre de l'éducation a donc pu se monter optimiste :

*La réforme du lycée n'est pas enterrée. Nous voulions la réforme et le dialogue. Nous l'avons.* (Xavier Darcos, *Europe 1,* 18 janvier 2009)

De même, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot prépare la généralisation du travail le dimanche. Il poursuit son offensive contre l'hôpital public qui produit déjà des effets désastreux pour le personnel et inquiétants pour les patients ordinaires :

*En novembre, dans une démarche inédite, l'ensemble des présidents des comités consultatifs médicaux des 37 hôpitaux de l'AP-HP ont dénoncé « l'étranglement financier délibéré » de leurs établissements et des « restrictions budgétaires sans objectifs médicaux », aboutissant à « une paupérisation de nos hôpitaux et à un découragement de l'ensemble des personnels ».* (*Le Monde,* 31 décembre 2008)

Le gouvernement refuse depuis le 1er janvier de financer la formation des chômeurs (AFPA), qu'il renvoie aux régions. Après avoir renforcé le contrôle des chômeurs et fusionné l'ANPE et les ASSEDIC (désormais Pôle Emploi), le pouvoir exécutif va faire appliquer l'accord sur l'assurance chômage négocié par tous les syndicats mais que seule la CFDT a osé signer.

## L'appareil de l'État bourgeois, plus répressif que jamais en temps de crise

Les rares ministères qui n'ont pas connu de diminution d'effectifs sont l'Intérieur, avec la multiplication des policiers, et la Justice, avec le recrutement de milliers de gardiens de prison, dans lesquelles se multiplient les suicides. Le gouvernement Sarkozy–Alliot-Marie–Morin a aussi réorganisé la gendarmerie et la police nationale, modernisé l'armée, a remodelé les services secrets en fusionnant RG et DST. La nouvelle DCRI comprend 5 000 personnes.

La DCRI s'est déjà illustrée dans une opération policière, en encerclant le 11 novembre le village de Tarnac (Corrèze) avec 300 policiers et deux hélicoptères pour arrêter une poignée de jeunes accusés d'avoir causé des pannes sur le réseau ferroviaire. Quels que soient les auteurs de la détérioration des caténaires, il s'agit d'une action stupide d'arriérés politiques, mais sans danger pour la vie de quiconque. Les suspects, présentés comme « ultragauches » par tous les medias, étaient espionnés par les services secrets pour avoir participé à des manifestations. Ils ont été accusés de « terrorisme » alors que Sarkozy va serrer la main de Poutine, massacreur des Tchétchènes et d'Olmert, massacreur des Palestiniens, et envoie l'armée française occuper l'Afghanistan. Perquisitionnés, arrêtés sans ménagement, emprisonnés dans les conditions faites aux combattants nationalistes basques d'ETA, interrogés longuement, ils sont peu à peu relâchés en l'absence de preuves, tant le dossier de la DCRI est fragile. L'un d'entre eux, Julien Coupat, reste en prison après deux mois de détention.




Un exemple de la vindicte de la bourgeoisie et de son État est le sort des condamnés d'Action directe, un groupe semi-anarchiste, éloigné de la classe ouvrière, qui avait osé, crime impardonnable pour l'ordre existant, prendre les armes de 1982 à 1985. À peine un des survivants, Jean-Marc Rouillan, avait-il commencé à bénéficier d'un régime de semi-liberté, qu'il a été de nouveau incarcéré le 2 octobre parce qu'il refuse de condamner ce qu'il a fait.

Par contre, les policiers qui ont blessé grièvement, le 27 novembre 2007, à Nantes, un lycéen au cours d'une manifestation, sont toujours en liberté. Ceux qui traquent les travailleurs étrangers sont honorés et promus. À Marciac, les policiers, avec des chiens, humilient et effraient les élèves d'un CFA. À Paris, les tribunaux condamnent Droit au Logement à des amendes et des saisies. À Marseille, le GIGN intervient contre des jeunes qui occupent un immeuble vide. À Paris, la police s'en prend aux jeunes arabes qui descendent dans la rue pour Gaza. À Nice, la Préfecture interdit les manifestations de soutien aux Palestiniens, tandis que les fascistes ratonnent. Partout, la police est envoyée contre les travailleurs en lutte.

Le fichier de police STIC (Système de traitement des informations constatées), créé en 1994 par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, recense les informations sur les crimes, délits ou infractions. Il comprend des données du type : « *homosexuel* », « *travesti* », « *permanent syndical* », « *membre d'une secte* » ou « *handicapé moteur* »... En décembre 2008, selon la CNIL, il concernait « *5,5 millions de suspects et 28 millions de victimes* ».

Sarkozy, qui remet l'argent public aux banquiers, qui renforce son contrôle de la télévision, qui supprime les juges d'instruction parce qu'ils ont parfois mis en accusation des politiciens et des patrons, qui a débuté sa carrière politique sous l'aile d'un Pasqua, s'en prend publiquement au syndi-

cat SUD Rail pour avoir fait usage du droit de retrait après l'agression d'un conducteur de train.

### L'avenir est dans la résistance, l'insurrection, la collectivisation

Ce ne sont pas les « journées d'action » pour « plus d'État », pour « renouer le dialogue social », ce ne sont pas les « propositions » à Sarkozy, ni les « négociations » de ses plans destructeurs et réactionnaires qui permettront de battre le patronat et le pouvoir bourgeois. Les aspirations et les luttes des travailleurs, des jeunes en formation, se heurtent à chaque pas aux directions réformistes qui pactisent avec l'ennemi de classe.

Rupture avec Sarkozy, la bourgeoisie, tous les partis bourgeois, la 5e République ! Seul un gouvernement ouvrier appuyé sans réserve sur la mobilisation des masses saura collectiviser et en particulier exproprier les banques et les groupes automobiles, afin de mettre sur pied un plan d'urgence pour garantir la production pour satisfaire les besoins des larges masses.

Les licenciements doivent être interdits ! Les 30 000 postes de professeurs doivent être rétablis ! Les banques doivent être expropriées ! La chasse aux immigrés doit cesser ! Toutes les poursuites contre les manifestants lycéens, les grévistes, les militants qui défendent les immigrés doivent être abandonnées ! L'autodéfense des luttes, l'interdiction des licenciements et le paiement intégral du chômage partiel, la levée du secret commercial et l'ouverture des livres de compte par les travailleurs dans tous les groupes qui ont sollicité l'aide publique ou reçu des subventions, le contrôle par les travailleurs de l'affectation de ces fonds sont indispensables.

Dans son déclin, le mode de production capitaliste exacerbe la contradiction entre d'une part le développement des forces productives et d'autre part ses rapports de production basés sur l'État national et la propriété privée des moyens de production. Les luttes des travailleurs et des jeunes sont confrontées à l'appareil répressif de l'État. Les besoins des travailleurs s'opposent aux « plans de sauvetages des banques », aux « plans de relance » de l'État bourgeois autant qu'aux « plans sociaux » et aux « plans de restructuration » des entreprises. La classe ouvrière ne peut faire aucune confiance à l'État de ses exploiteurs qui exige toujours plus de sacrifices de sa part, qui dilapide les ressources naturelles et sociales, qui exaspère la xénophobie et les rivalités nationales ; elle doit le remplacer par un État à elle.

Ce n'est pas la crise du libéralisme, mais du capitalisme. La révolution socialiste mondiale permettra de supprimer les crises et le chômage, de dépasser les frontières archaïques, de développer les richesses de la société humaine et de préserver son environnement. Ouvrir enfin cet avenir à l'humanité nécessite de construire une internationale ouvrière révolutionnaire héritière de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky.

20 janvier 2009

## Brochures

**Lénine : L'État et la révolution**, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro

**Marx & Engels : Manifeste du parti communiste**, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro

**Rous : Espagne 1936-1939**, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

**OCI : Hongrie 1956**, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

**Trotsky & Naville, Programme d'action**, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

**Trotsky : La France à un tournant**, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

**Trotsky : Encore une fois, où va la France ?** 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

**Trotsky : Où va la France ?** 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

**CoReP : Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe**, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

**Just : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht**, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

**GB : La République et le foulard**, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

**Marx : Salaire, prix et profit**, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

**GB : Révolutions et contre-révolutions en Chine**, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

**Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale**, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

**Just : Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI**, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro

**Trotsky : Les Leçons d'Octobre**, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

**Lénine : Le Socialisme et la guerre**, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

**Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale**, 1938 , Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

**Just : Le Mouvement de novembre-décembre 1995**, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

**GB : Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky**, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible aussi en espagnol)

**Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats**, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

**Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international**, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

**Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France sur le boycott d'Israël et le Forum social**, 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

## Université

# Malgré les directions syndicales, les enseignants et les étudiants résistent contre une destruction programmée de l'enseignement supérieur public

La guerre du gouvernement Sarkozy contre l'enseignement public porte sur toutes les étapes de l'éducation, de l'insulte aux professeurs des écoles maternelles accusés d'avoir pour principale fonction de *« changer les couches »* des élèves (Darcos au Sénat le 3 juillet), à la présente attaque contre l'université publique, en passant par l'offensive contre les lycées et contre les futurs enseignants.

### La LRU en application

L'université a pour rôle de faire progresser la connaissance, à la fois en la découvrant, par la recherche, et en la transmettant, par l'enseignement. Régulièrement, cette fonction sociale a été remise en cause par diverses contre-réformes, parmi lesquelles la loi LRU (Libertés et responsabilité des universités) constitue une étape majeure. Elle intègre comme fonction de l'université celle d'insertion professionnelle, ce qui signifie que l'université devient officiellement un outil de la bourgeoisie pour former la force de travail.

C'est avec la complicité des directions syndicales, en particulier l'UNEF mais aussi des directions enseignantes, que la LRU votée le 10 août 2007 s'applique aujourd'hui par décrets, avec notamment l'intégration des patrons dans les conseils d'administration des universités. Cette loi a pour vocation de rapprocher l'université des intérêts du patronat, ce qui passe notamment par la dislocation des statuts des universitaires, potentiel noyau de résistance. Précisément, à travers le « budget global », la LRU renforce, au détriment d'un cadre national, le pouvoir des présidents d'université, consolidant ainsi leur pouvoir de mandarin local. Ainsi, les présidents de l'université, avec un conseil d'administration à leur botte, peuvent contrôler les recrutements de titulaires, embaucher à leur guise des personnels précaires, moduler les rémunérations...

Il s'agit également d'une mise en concurrence des universités, les poussant à se regrouper, à se spécialiser, à délaisser certaines disciplines, au détriment des étudiants. La loi pousse les universitaires à être actifs, non seulement dans l'enseignement, dans la recherche – leur métier –, dans l'administration – depuis la loi Faure de 1969 – mais aussi dans la recherche de financement, une partie de leur activité étant alors dédiée à faire la manche auprès des capitalistes prêts à les financer.

Cette fonction est assurée par l'Agence nationale pour la recherche (ANR), qui centralise la recherche sur projet, en ne finançant qu'un dixième de ceux qui lui sont soumis, et encourage ainsi la constitution d'un volant de travailleurs précaires. La notion de recherche par projet est stupide par définition, car cette activité est telle que ceux qui la pratiquent ignorent ce qu'ils trouveront au moment où ils l'engagent, à moins que cette recherche ne consiste qu'à mettre en œuvre, au service d'intérêts déterminés, des questions précédemment développées, c'est-à-dire à ne pas innover. Certaines disciplines ont d'ailleurs été abandonnées, en sciences humaines et sociales mais également en sciences exactes (entomologie, toxicologie...).

Il s'agit précisément de mettre la recherche au service du capital comme en témoigne le « Comité de pilotage de la recherche et de l'innovation » installé par Valérie Pécresse le 13 octobre dernier, et composé de PDG (Thalès, Rhodia...) aux côtés de quelques universitaires. Pour la ministre, la recherche n'est pas suffisamment associée aux intérêts du capital, puisqu'elle déplore un *« manque de proximité entre recherche, société et économie »* (*Les Échos*, 3 septembre).

### Une dislocation du statut des universitaires

Le statut des universitaires (ils sont au nombre de 58 000), comme catégorie particulière de fonctionnaires, est géré par décret. C'est donc par un décret d'application la loi LRU que le gouvernement vise à en finir avec ce statut, relativement protecteur. Il leur donne droit, en début de carrière, à un salaire de 1600 à 1800 €, pour 192 heures d'enseignement, à comparer avec un salaire de 3000 € pour 60 heures d'enseignement dans des pays similaires.

Signé le 24 novembre 2008, ce décret a été rédigé à partir des travaux d'une commission qui *« a travaillé dans une indépendance totale et légitime, après avoir reçu l'ensemble des organisations syndicales et des partenaires concernés et analysé leur contribution »* (Valérie Pécresse, conférence de presse, 20 octobre). Il autorise les conseils d'administration, c'est-à-dire le président, à fixer les *« principes généraux de répartition des services entre les différentes fonctions des enseignants-chercheurs »*. Il s'agit concrètement d'accroître les services d'enseignement au bon vouloir du président d'université, qui ne sera contrôlé que par une « commission mixte » dépendant indirectement du conseil d'administration.

Le gouvernement a toutefois donné quelques indications sur l'évaluation du travail de recherche, puisque l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres), dépendant directement du Ministère, propose un certain nombre de critères. Ainsi, pour être considérés comme chercheurs, les universitaires devront avoir publié sur certains supports (revues scientifiques) dont la liste est arrêtée par l'Aeres. De toute évidence, la bourgeoisie incite fortement les chercheurs à développer une recherche qui correspond à ses intérêts.

Ainsi, non seulement la recherche est formatée mais les universitaires sont incités à délaisser les enseignements pour favoriser leur carrière en pratiquant une recherche au service de la bourgeoisie. S'ajoute à cette pratique la possibilité de voir les enseignants jugés par les étudiants, ce qui en termes pédagogiques, est profondément contre-productif.

Le pouvoir du président mandarin de l'université portera également sur le recrutement. Jusqu'à présent, les enseignants-chercheurs sont recrutés, après qualification par un Conseil national des universités, par une commission composée d'universitaires élus. La LRU non seulement autorise le président à recruter du personnel précaire, mais elle remplace cette commission élue par un comité *ad hoc* nommé par le conseil d'administration. La prétendue lutte contre le localisme reviendrait surtout à donner au président la capacité de recruter des universitaires à sa botte, transformés en employés de l'université au service du prince.

## La contre-réforme des concours d'enseignement : une offensive contre l'enseignement et contre les enseignants

Le projet de modification des concours d'enseignement dans le primaire et le secondaire constitue une offensive majeure contre la valeur de la force de travail des futurs enseignants et contre le contenu des enseignements. Il s'agit d'intégrer la préparation aux concours dans un diplôme de Master « enseignement ». Les candidats passeraient l'épreuve d'admissibilité en janvier, effectueraient un stage non rémunéré appelé « pratique accompagnée » au 2nd semestre, passeraient les épreuves d'admission en juin, et prendraient leur fonction à temps plein en septembre. Jusqu'à présent, les concours d'enseignement sont ouverts aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent à bac + 3 et les reçus aux concours effectuent un stage rémunéré d'un an après obtention.

Par conséquent, les étudiants devront attendre une année supplémentaire avant d'être rémunérés, ce qui défavorisera les moins fortunés, sans pour autant avoir un meilleur niveau, puisque les exigences disciplinaires pour les candidats seront inchangées. En outre, le stage rémunéré l'année suivant l'obtention du concours est supprimé, ce qui, en plus d'être scandaleux d'un point de vue pédagogique, permet au gouvernement d'économiser 15 000 postes, en plus des suppressions prévues.

Une conséquence majeure sera également le développement massif des emplois précaires, en raison du phénomène des « reçus-collés », à savoir les candidats qui auront obtenu le Master mais échoué au concours, ou inversement. Ils n'auront d'autre choix que de venir renforcer le volant de plus en plus massif des enseignants précaires beaucoup plus malléables et flexibles, donc espérés moins combatifs, que les enseignants titulaires.

Là encore les directions syndicales aident le gouvernement tant qu'elles peuvent. La direction du SneSup ne s'oppose pas à la contre-réforme. Au contraire, elle revendique *« une véritable mastérisation de la formation des enseignants »* (*Flash-infos* n°44, 9 janvier), elle signe une lettre avec la direction de la FSU qui demande aux ministres Darcos et Pécresse *« d'organiser une rencontre commune à nos organisations et aux deux ministres pour discuter de ce sujet »* (*Lettre à Darcos et Pécresse*, 12 janvier). À vrai dire, la direction du principal syndicat de l'enseignement supérieur se plaint surtout de *« l'absence de concertation qui a présidé à l'annonce... de mesures transitoires pour la mise en place des concours de recrutement des enseignants en 2010 »* (*Flash Infos* n°48, 16 janvier).

La direction de l'UNEF n'exige pas plus le retrait, elle se satisfait des *« premières réponses qui ont été obtenues »*, considérant que la rémunération annuelle du stage à 3 000 euros –contre 1 310  par mois jusqu'à présent– est un *« premier geste »*. De surcroît, elle demande à *« être intégrée dans la commission nationale de la formation des maîtres chargée du suivi de la réforme »* (*Communiqué*, 15 janvier).

## Les universitaires résistent... et les IUT aussi

Contre la casse des statuts, contre la tentative de destruction de l'enseignement public, contre les suppressions de postes, contre les budgets alloués aux universités, les travailleurs de l'enseignement supérieur public entrent en résistance.



Elle a d'abord pris la forme, dès le mois d'octobre, de votes de motions dans les départements, principalement de lettres et sciences humaines, contre la « mastérisation » des concours qui touche précisément les étudiants de ces disciplines dont beaucoup se destinent à l'enseignement. Elle a donné lieu en novembre et décembre à des assemblées générales d'enseignants, parfois accompagnés d'étudiants, organisées par les directions syndicales enseignantes (principalement SneSup) sous la pression des travailleurs –la direction de l'UNEF étant parvenue à étouffer provisoirement un mouvement étudiant naissant– dans plusieurs universités (Amiens, La Rochelle, Nanterre, Paris 13, Dijon, Besançon, Tours, Reims, Poitiers, Dauphine, Clermont-Ferrand, Le Mans, Lille, Pau, Perpignan...) demandant à la fois le retrait du décret disloquant le statut des universitaires, l'abandon de la « mastérisation » des concours de l'enseignement, l'arrêt des suppressions de postes, dénonçant le budget de l'enseignement supérieur...

Les chercheurs s'opposent également au démantèlement de la recherche publique et, le 27 novembre, après une manifestation ayant réuni quatre mille chercheurs et une assemblée générale spontanée, 200 d'entre eux ont occupé le siège de l'ANR, sous la banderole « ANR, usine à précaires », pendant dix heures avant d'être expulsés par les forces de l'État bourgeois. Le matin même, 500 chercheurs avaient cherché à occuper le CNRS pour empêcher la tenue d'un conseil d'administration devant décider la dislocation en plusieurs pôles, avant que le gouvernement informe qu'il se tiendrait... dans les locaux du Ministère de la recherche –une première !




Le 22 janvier, les enseignants chercheurs et doctorants se sont réunis en coordination nationale et malgré les manœuvres des bureaucraties syndicales qui ne voulaient à aucun prix d'un appel à la grève générale, ils ont adopté la motion suivante :

> *Si le ministère ne retire pas, sans préalable, le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs (et) la réforme de la formation et des concours de recrutement des enseignants du premier et du second degré, l'Université française se mettra en grève totale, reconductible ou illimitée le 2 février.*

Pour des raisons qui tiennent à la loi LRU, des dizaines d'IUT sont en grève depuis plusieurs semaines. Au nombre de 116 en France, ils regroupent 140 000 étudiants, et proposent des formations courtes étroitement liées avec le secteur privé, lui livrant ainsi une main-d'œuvre formée de la manière la plus adéquate pour répondre à ses besoins. Traditionnellement non combatif, ce secteur de l'enseignement supérieur voit son existence menacée par le « budget global » contenu dans la LRU. Il s'agirait de confier le budget des IUT aux universités, ce qui a provoqué la colère des directeurs de ces instituts qui sont parvenus à mobiliser les étudiants, et plusieurs dizaines de manifestations ont eu lieu partout en France, regroupant en tout des dizaines de milliers de manifestants. Ce mouvement, parti des directeurs des IUT, a donné lieu à une coordination nationale le 10 décembre dernier, avec pour revendications principales le maintien de leur diplôme et l'attribution de moyens suffisants pour le garantir. Comme la masse des autres jeunes en formation, les étudiants des IUT s'inquiètent de leur avenir ; le développement du chômage, la crise capitaliste signifient que l'adéquation tant vantée de leur formation au marché du travail est une illusion. Ils comprennent que les Sarkozy-Pécresse et la loi LRU ne leur veulent aucun bien.

## Pour infliger une défaite au gouvernement

Assez de « concertation » avec le gouvernement ! A bas la participation des dirigeants syndicaux à toutes les instances de participation qui mettent en pratique sa politique, en commençant par les conseils d'administration des universités !

Il faut isoler le gouvernement : dirigeants du SNE-SUP, de l'UNEF, et de tous les syndicats, affichez votre rupture avec Sarkozy-Pécresse en appelant étudiants, enseignants, personnels, dans tout l'enseignement supérieur, à des assemblées générales unitaires pour l'abrogation de la loi LRU, pour le retrait du projet de « mastérisation » des concours, pour le rétablissement de tous les postes d'enseignants supprimés, contre la suppression de 900 postes à l'université et au CNRS.

Dans toutes les facs, tous les instituts universitaires, tous les labos, répandez l'appel de la coordination nationale, partout les AG doivent voter :

- Grève générale des universités si le gouvernement ne retire pas ces attaques contre l'enseignement supérieur public !
- Comités de grève pour l'organiser !
- Centralisation nationale des comités de grève !

# Enseignement primaire

## Interventions à la réunion du Snuipp-FSU à Nanterre samedi 11 octobre 2008

### Le droit de grève menacé, les banques sauvées

Si nous sommes moins nombreux que d'habitude, c'est parce que notre réunion ne se tient plus sur le temps de travail. Car le gouvernement a réformé, avec l'aide et la caution des directions syndicales dont celle du Snuipp, la semaine scolaire en réduisant les heures d'enseignement pour tous les élèves par l'élimination du samedi matin. En compensation, les titulaires de classes doivent faire le soutien aux élèves en difficulté à la place des instituteurs spécialisés. Les RASED sont du coup appelé à disparaître. D'ailleurs, le budget 2009 prévoit la suppression de 3 000 postes RASED, parmi les 13 500 postes d'enseignants supprimés.

Le droit de grève est progressivement limité, à la SNCF et dans l'enseignement primaire. Et quand la grève a lieu, quelque soit le secteur ou l'entreprise, publique ou privée, elle est sous la menace de la police, de la loi. Ce fut le cas contre des élèves, des étudiants et des enseignants l'an dernier. Ce fut le cas pour les travailleurs de l'usine Renault de Sandouville qui ont récemment occupé leur usine contre la suppression de 4 000 emplois que leur direction a annoncée. Alors que Sarkozy devait visiter l'usine, il a fait envoyer les gendarmes contre les grévistes.

Ce gouvernement est au service des capitalistes, il démontre chaque jour qu'il compte faire payer la crise aux travailleurs, chez Renault, dans l'enseignement, partout. D'un côté, ce sont les licenciements dans les entreprises et l'austérité pour l'enseignement public ; de l'autre, l'argent qui manquait tant réapparaît... pour les banques. Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Lagarde a déjà déboursé plusieurs milliards d'euros pour Dexia et Fortis ; il a promis plus d'argent, tout en garantissant qu'il ne nationaliserait pas, même partiellement. Bref, les capitalistes de la finance empochent l'argent public et continent leurs affaires à leur guise.

Il faut que notre réunion discute des moyens d'arrêter cela, des moyens d'affronter le pouvoir, de le faire reculer, de le battre.

### Pour préserver les postes, pour empêcher l'adoption du projet de budget 2009

Puisque la discussion sur le rôle des dirigeants des syndicats est apparue, je voudrais discuter avec les collègues qui l'ont mise en avant. Ils ont raison quand ils disent « Que faites-vous ? ». Au contraire de la réponse de nos délégués du personnel, il y a bien un « nous », les travailleurs syndiqués et non-syndiqués, et un « vous » les dirigeants syndicaux. Les dirigeants en question décident de tout, pour l'instant. Ils décrètent les journées d'action comme le 7 octobre ou la manifestation du dimanche, comme le 19 octobre. Pourtant, ces journées d'action n'ont rien obtenu. Pire, celle de mi-mai dernier a vu Sarkozy intervenir dans les médias, avant que la manifestation parisienne ne soit même finie, pour annoncer l'instauration du service minimum dans les écoles. Quel résultat ! Quelle « action » !

Une collègue a fait mention d'une « grève reconductible ». Je rappelle que les « grèves reconductibles » école par école n'ont jamais défait le gouvernement. En 2003, nous avons manifesté chaque semaine, les grèves étaient « reconductibles », c'est-à-dire que chacune et chacun, dans son établissement, reconduisait la grève sans savoir ce que les autres, à Marseille, Lille ou Strasbourg, allaient faire. Il nous faut nous unir. La seule méthode pour battre le gouvernement est de démontrer notre puissance collective. Les affronter c'est être déterminé à les battre, que la grève soit générale jusqu'à l'obtention de nos revendications, que les AG décident de la conduite de la grève.

Aujourd'hui, il existe un point de la politique du gouvernement de Sarkozy qui concentre toutes les attaques envers chaque secteur. Par le budget de l'Etat et de la Sécurité sociale qui sont discutés actuellement et qui seront votés cet automne, tous les travailleurs sont concernés. Contre les suppressions de postes dans l'enseignement, dans les hôpitaux, contre la privatisation de la Poste, contre le déremboursement des médicaments et les franchises médicales, contre les boucliers fiscaux pour les plus riches, contre les exonérations des charges sociales des patrons... Pour toutes ces revendications, il faut que la manifestation au moment du vote de ce budget rassemble des centaines de milliers, des millions de travailleurs à Paris, devant l'Assemblée nationale.

Et le moyen le plus immédiat pour que cette lutte pour battre le budget s'engage, c'est d'exiger que les dirigeants des syndicats et confédérations syndicales se prononcent contre le projet de budget 2009 et organisent une telle manifestation centrale à Paris pour battre le budget de Fillon et Sarkozy.

# La Poste

## Assemblée départementale de la CGT des PTT de Loire Atlantique, vendredi 24 octobre 2008

### Intervention

Durant l'été, le gouvernement Sarkozy-Fillon a déclaré, par la voix de Jean-Paul Bailly, vouloir changer le statut de La Poste et ouvrir son capital à l'investissement privé. Après l'exemple de France Télécoms et la création de la Banque postale, chacun comprend que cela équivaudrait à la privatisation, à la liquidation du statut de fonctionnaire, à l'aggravation des conditions de travail, à la baisse des salaires, à des suppressions d'emplois et à des licenciements.

Certes, cela signifierait aussi la fin du service public, la fin de l'égalité d'accès, la fin de la péréquation tarifaire. Mais s'en remettre aux « usagers », s'adresser à tous les élus quelle que soit leur étiquette, demander un « grand débat public », c'est réclamer ce que le gouvernement a prévu de faire dans chaque région. C'est entraver le nécessaire combat de classe des postiers, c'est les dessaisir de leur avenir en laissant croire que la solution est ailleurs. Réclamer un référendum, c'est s'en remettre au président-bonaparte Sarkozy et au bon fonctionnement des institutions de la 5e République.

De la même façon, se plaindre, comme la déclaration unitaire du 2 septembre, de « la volonté de la direction et du gouvernement de passer en force », c'est réclamer d'être consulté. Et, là encore, c'est abandonner nos revendications et le combat de classe. Les postiers n'ont rien à gagner à la participation des organisations syndicales à la discussion, à l'élaboration et à la mise en place des plans de la direction et du gouvernement.

Le fait que les responsables syndicaux siègent dans toutes les instances possibles, à commencer par le Conseil d'Administration de La Poste, n'a jamais empêché la moindre attaque contre les postiers. Cela a par contre facilité la collaboration dans « l'intérêt de l'entreprise », donc la tâche du gouvernement. Enfin, la mise en place d'une « commission pour le développement de La Poste », présidée par Ailleret, vise à obtenir la collaboration des organisations syndicales pour la mise en place de la privatisation. Aucune fédération syndicale ne doit y participer ! C'est pourquoi je propose au vote de cette Assemblée générale la motion suivante :

### Motion

L'Assemblée générale du Syndicat départemental des PTT de Loire atlantique, réunie ce 24 octobre 2008, demande à sa fédération :

- de cesser toute discussion-participation avec le gouvernement et en particulier de quitter la commission Sarkozy-Ailleret
- d'appeler, dans tous les services, à des Assemblées générales, pour organiser la grève générale, si le gouvernement maintien son plan
- de déclarer, d'ores et déjà, qu'elle appellera à une manifestation à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption du projet de loi de privatisation
- de s'adresser, sur ces bases, à toutes les organisations syndicales de la profession.

(motion rejetée : 2 pour, 49 contre, 15 abstentions dont les militants NPA et LO)

## Déclaration du Collectif Révolution Permanente

# Victoire à la résistance palestinienne ! Arrêt immédiat de l'offensive d'Israël à Gaza ! À bas le sionisme et l'État colonial ! Palestine socialiste !



### De nouveaux actes de barbarie envers les Palestiniens

Les chars et les troupes sionistes viennent d'envahir la bande de Gaza, après 8 jours de bombardements intenses sur un petit territoire très dense où est enfermé plus d'un million de personnes. En prétextant de quelques tirs de roquettes artisanales, une armée suréquipée intervient en dehors de son territoire après avoir détruit une grande partie des infrastructures : tous les locaux administratifs mais aussi une université, des écoles, des routes, une clinique... Elle aurait déjà tué 500 Palestiniens et en aurait blessé plus de 2 000. Les hôpitaux ne peuvent plus soigner. Pour empêcher les témoignages sur sa barbarie, l'armée israélienne a interdit aux journalistes et aux diplomates d'entrer à Gaza.

Le gouvernement Olmert, un personnage convaincu de corruption, opère avec le soutien explicite de l'administration Bush et celui, implicite, d'Obama, d'après une entrevue accordée par son conseiller alors que le futur président jouait au golf à Hawaï :

> *Eh bien, il est certain que le président élu est conscient qu'il existe une relation particulière entre Israël et les États-Unis. C'est un lien important, une relation importante. Et il compte la respecter... Il est évident que cette situation s'est encore compliquée ces deux derniers jours, voire ces dernières semaines. Le Hamas ayant repris les tirs de roquette, Israël a riposté.* (David Axelrod, *CBS*, 28 décembre 2008)

Pour préparer son nouveau massacre, Israël avait accentué le blocus, avec la complicité du gouvernement Moubarak d'Égypte qui avait fermé sa frontière à Rafah. À cause du blocus israélien, le chômage frapperait 50 % de la classe ouvrière, la bande de Gaza est dépendante de l'aide internationale (dans la mesure où Israël la tolère). La population subit des coupures d'électricité de plus 10 heures par jour, n'a de l'eau qu'une fois par semaine. Gaza est en manque total de médicaments alors que la malnutrition grandit.

### Israël repose sur la colonisation et engendre inévitablement la guerre

Prétextant de l'extermination des Juifs d'Europe par le nazisme, les sionistes, qui avaient cherché des accords avec Hitler, ont recouru après la Seconde guerre mondiale au terrorisme en Palestine et l'ont colonisée, avec l'appui des grandes puissances comme les États-Unis et l'URSS, qui n'avaient rien fait contre l'antisémitisme criminel de l'État allemand et de ses comparses comme l'État français.

L'État fondé en 1948 a transformé une petite partie des Juifs du monde en oppresseurs. Il a transformé les anciens habitants de la Palestine et leurs descendants en citoyens israéliens discriminés, en habitants de deux grands ghettos séparés par Israël (la bande de Gaza et la Cisjordanie) qui sont sous sa menace militaire permanente, en réfugiés opprimés dans des camps mal tolérés par les États bourgeois arabes du voisinage où ils ont partout été massacrés par la réaction arabe à un moment ou un autre (celle du Liban, de Jordanie, de Syrie).

Israël est une société capitaliste dont l'économie est sous perfusion, aux fortes inégalités, avec des traits militaristes, cléricaux et racistes. Israël, qui détient des « armes de destruction massive », édifie dans les « Territoires de l'Autorité palestinienne » un mur qui confisque davantage de terres et étouffe l'économie des territoires. La colonisation se poursuit à Jérusalem et en Cisjordanie. Chaque année, des centaines de Palestiniens sont tués par l'armée occupante, des milliers sont arrêtés, des centaines de milliers sont humiliés.

Toute l'expérience prouve que la coexistence de deux États qui seraient égaux (résolution 1397 de l'ONU) est une supercherie, puisque, en pratique, l'un d'entre eux (Israël) étouffe l'économie de l'autre (les Territoires de l'Autorité palestinienne), grignote son territoire, enlève et séquestre ses ressortissants, lui mène des guerres périodiques non déclarées : en 2001, en 2002, en 2006 et en 2009. Israël a aussi envahi le Liban de 1996 à 2000, puis de nouveau en 2006.

### L'impasse du nationalisme arabe et de l'islamisme

Les Palestiniens ont jusqu'à présent été trompés par des organisations contrôlées par la bourgeoisie palestinienne, soumises aux États voisins (Égypte, Iran, Irak, Syrie...). À cause des trahisons de la bureaucratie de l'URSS et de la subordination à la bourgeoisie locale des partis « communistes » d'Israël (Maki) et de Palestine (PCP) ainsi que des autres partis staliniens du Proche-Orient, les Palestiniens n'ont jamais eu un parti ouvrier révolutionnaire et internationa-

liste capable de diriger la lutte nationale en s'appuyant sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de toute la région.

Quand la Palestine devint un foyer révolutionnaire à la fin des années 1960, toutes les composantes de l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP...) se fourvoyèrent dans le terrorisme petit-bourgeois (détournement d'avions, assassinat de sportifs...), tout en refusant de lutter pour le renversement révolutionnaire des régimes arabes voisins, tous défenseurs du capitalisme et ennemis de la classe ouvrière. Le résultat fut que les troupes de la monarchie de la Jordanie, les bandes fascistes du Liban et la soldatesque du régime du Baas de la Syrie ont, à tour de rôle, écrasé les combattants palestiniens et massacré les réfugiés des camps.

Quand les masses palestiniennes, incluant les femmes et les jeunes, se soulevèrent spontanément en décembre 1987 (Intifada), l'OLP s'engagea vers la reconnaissance d'Israël, sous la pression de l'URSS qui multipliait alors les concessions aux États-Unis :

> *Au cours d'une réunion au Kremlin avec Yasser Arafat, le Président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Gorbachev a mentionné les droits d'Israël à plusieurs reprises dans les termes suivants, d'après l'Agence Tass : « Le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination au même titre que le peuple d'Israël ». (The New York Times,* 11 avril 1988)

Sur la base des défaites successives des Palestiniens, de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, les États-Unis, les autres puissances impérialistes et le régime égyptien de Moubarak ont, au nom de l'ONU, exigé la reconnaissance d'Israël. En 1993, à Oslo, en échange d'un État croupion, Arafat et le Fatah ont capitulé devant l'impérialisme puis abrogé la « Charte palestinienne » en 1996. Le FPLP et le FDLP sont restés membres de l'OLP, au côté du Fatah, malgré cette trahison historique.

De là, date l'essor du Hamas (ex-Frères musulmans), un parti clérical et raciste qui refuse toute présence de Juifs en Palestine (alors qu'il y en a toujours eu) et qui s'est montré plus efficace en réprimant les femmes, les travailleurs et les jeunes dans la bande de Gaza que contre l'armée sioniste. En fait, le parti clérical accepte aussi la colonisation de la plus grande partie de la Palestine, à condition qu'elle soit limitée aux frontières de 1967.

> *« Nous acceptons un État palestinien dans les frontières du 4 juin 1967... » a affirmé Mechaal à Damas. Il répondait ainsi aux propositions de Jimmy Carter. L'ancien président américain a entrepris la semaine dernière une tournée au Proche-Orient visant à convaincre le Hamas de soutenir les négociations de paix israélo- palestiniennes.* (*Le Figaro,* 24 avril 2008)

Dans les pays impérialistes, les directions syndicales corrompues, les partis issus du stalinisme, les partis sociaux-démocrates ont appuyé l'ONU. Leurs flancs-gardes pseudo-trotskystes ont capitulé devant l'islamisme (morénistes, cliffistes, pablistes, lambertistes....) ou ont entériné la colonisation sioniste (grantistes, hardystes, pablistes, altamiristes, robertsonistes...).

Les Frères musulmans ont pendant des années été encouragés par Israël pour contrer l'OLP. Le Hamas, qui en est issu, est financé par le régime capitaliste et réactionnaire d'Arabie saoudite, allié des États-Unis, oppresseur des femmes, exploiteur ignoble de travailleurs immigrés (dont des Palestiniens) et par le régime capitaliste et clérical d'Iran qui a soutenu l'intervention impérialiste en Irak, qui opprime ses minorités nationales (en particulier les Kurdes), qui réprime les grèves ouvrières et qui propage l'antisémitisme.

Les roquettes tirées par le Hamas à partir de Gaza visent la population civile d'Israël. Ces dernières années, les milices du Hamas, du Fatah, du FPLP ont aussi recouru à des attentats suicides contre la population civile juive au lieu d'armer la population palestinienne et de mobiliser



les travailleurs égyptiens, libanais, jordaniens, syriens... contre l'armée sioniste et contre les régimes arabes complices.

Tant le Fatah d'Abbas que le Hamas de Mechaal sont incapables d'en appeler aux travailleurs juifs ainsi qu'aux travailleurs arabes, perses, turcs, kurdes de la région, car ils sont tous deux des défenseurs de la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

## Pour le front unique ouvrier en défense des Palestiniens

Il n'y a aucune égalité entre un État qui colonise, qui bloque, qui bombarde et qui envahit et un peuple opprimé qui se défend tant bien que mal. Aucune confiance ne peut être accordée à l'ONU qui a reconnu la colonisation dès 1948, aux États-Unis (qui financent et qui arment Israël), à l'Union européenne (dont les principaux membres fournissent des armes à Israël), ni à l'Égypte, au Qatar, à la Turquie...

Pour défendre les Palestiniens, les travailleurs et les travailleuses doivent exiger la solidarité urgente et effective de toutes les organisations ouvrières de tous les pays pour manifester en Israël même et devant les ambassades d'Israël du monde entier, pour la cessation immédiate de l'intervention militaire, pour empêcher les livraisons d'armes à Israël, pour fournir nourriture, médicaments et équipements à la population, pour aider par tous les moyens les combattants palestiniens :

- Retrait immédiat des chars et des troupes israéliennes ! Arrêt immédiat des bombardements de Gaza ! Levée du blocus de Gaza et de la Cisjordanie !
- Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens !
- Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Retrait des troupes impérialistes du Liban et d'Irak ! Cessation des menaces impérialistes envers l'Iran et la Syrie !

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser le gouvernement belliciste d'Israël et les gouvernements qui, aux États-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste.

## Pour une Palestine unifiée, laïque, multiethnique, par la révolution socialiste au Proche-Orient

La fin de l'oppression nationale et du racisme anti-arabe, le droit au retour de tous les réfugiés, l'égalité des droits pour tous ceux qui veulent vivre en Palestine, Juifs et Arabes, hommes et femmes, chrétiens, israélites, musulmans et athées, passe par le renversement de l'État sioniste, des États artificiels du Liban et de la Jordanie, par l'instauration d'une Palestine laïque, multiethnique sur tout le territoire de la Palestine.

Une telle Palestine ne pourrait naitre que sous le forme d'un État des ouvriers et des paysans, parce que la seule classe capable d'accomplir cette œuvre historique est le prolétariat, parce que la seule méthode est la révolution socialiste et que la seule perspective viable pour une telle Palestine est la mise sur pied de la Fédération socialiste du Proche-Orient.

Pour cela, il faut que les travailleuses, les travailleurs et les jeunes arabes de la Palestine occupée et des « Territoires » rompent avec le Fatah et le Hamas, qui les ont trahis et qui les trahiront, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire qui attirera les travailleuses et les travailleurs hébreux qui rejettent le sionisme, qui nouera des liens, par une internationale ouvrière révolutionnaire, avec les travailleuses et les travailleurs d'Égypte, de Turquie, d'Iran, d'Irak... et aussi avec ceux de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Espagne...

Prolétaires de tout le Proche-Orient, unissez-vous !

5 janvier 2009

Collectif Révolution Permanente
(CRP Pérou, GB France, PRK Autriche)

# L'élection de Barack Obama aux États-Unis
# **La réussite d'un plan marketing de la bourgeoisie**

Bien que sa puissance soit déclinante –il réalise 20 % de la production mondiale, contre 60 % au sortir de la deuxième boucherie interimpérialiste– l'impérialisme américain reste la principale puissance mondiale, principalement grâce à sa fonction parasitaire. Il dépense environ la moitié du budget militaire mondial ; il vit aux frais du reste de la planète, dont elle engloutit une partie des ressources, il attire les cerveaux des autres pays... En outre la bourgeoisie américaine pratique une forte discrimination raciale et ce pays est également l'impérialisme dans lequel les inégalités sont les plus élevées, la fraction des 10 % les plus riches détenant 70 % des ressources.

## Sous les applaudissements de l'UMP, du PCF, du MoDem et du PS (et avec les voeux de la LCR)

À partir du 20 janvier prochain, il sera présidé par Barack Obama, le candidat désigné par le Parti démocrate, l'un des deux partis de la bourgeoisie américaine issus de la guerre de Sécession. Il sera choisi par un collège électoral composé de 538 grands électeurs qui furent désignés à l'occasion des élections générales le 4 novembre dernier, qui ont également renouvelé la Chambre des représentants, un tiers du Sénat, et élu quelques représentants locaux. Selon cette logique du collège électoral –un archaïsme qui remonte au XIXe siècle et autorise l'élection d'un candidat minoritaire en voix– chaque État est doté d'un nombre de grands électeurs correspondant au nombre de ses représentants dans les deux chambres. Sur les 538 grands électeurs, 365 voteront pour Obama, correspondant à 69 457 159 voix (52,9 %), 173 voteront pour le candidat du Parti républicain McCain, sénateur de l'Arizona, correspondant à 59 935 404 voix (45,6 %), le reste se partageant entre quelques dizaines de candidats peu significatifs. C'est la 1e fois depuis l'élection de Lyndon Johnson en 1964 que le candidat démocrate s'impose aussi nettement.

La presse de la bourgeoisie du monde entier a également manqué de superlatifs pour saluer son nouveau chef : *« un de ces moments de l'histoire qui mérite que l'on s'y attarde »* (*New York Times*), *« une opportunité de mettre le pays dans une nouvelle et meilleure direction »* (*Washington Post*), *« une Amérique nouvelle »* (*Hindustan Times*), *« une perestroïka Yankee »* (*L'Orient-Le Jour*, Liban), *« l'aube d'une nouvelle ère »* (*Haaretz*, Israël), la presse de Chine, Japon, Russie, Irak étant plus réservée, compte tenu des tensions de ces États avec la puissance mondiale. Dès son élection, les dirigeants du monde entier se sont prosternés devant le nouveau dirigeant de la première bourgeoisie mondiale. Le chef de l'État français fut un des premiers à féliciter Obama pour *« son engagement inlassable au service du peuple américain »* (Sarkozy, *Lettre à Obama*, 5 novembre), comparant la victoire d'Obama avec la sienne en 2007. Gordon Brown, chef du gouvernement de l'allié historique de l'impérialisme américain, a salué les *« valeurs progressistes »* (*AFP*, 5 novembre) d'Obama. Horst Köhler, président de l'Allemagne, offrait les services de sa bourgeoisie en présentant son pays comme *« un partenaire fiable et ami de longue date »* (*Communiqué*, 5 novembre) de l'impérialisme américain.

En France, Obama était soutenu par touts les partis parlementaires, du PCF à l'UMP, en passant par le MoDem, le PRG, les Verts, le PS. L'avenir prouvera que le président américain saura autant que ses prédécesseurs piétiner les intérêts de l'impérialisme français quand ce sera utile à la bourgeoisie américaine. Laurent Wauquiez, actuel secrétaire d'État à l'emploi, s'était rendu fin août à la convention démocrate et un cadre de l'UMP glissait qu'*« aux Etats-Unis, l'UMP serait plus à gauche que le Parti démocrate »* (*Les Échos*, 4 novembre). Bayrou se prend à espérer :

> *L'élection de Barack Obama, elle montre au moins que tout n'est pas décidé d'avance. Que quand un homme rencontre un peuple, avec ce qu'il croit et ce qu'il est, à ce moment-là le peuple l'entend, et... ce qui hier paraissait inimaginable, tout d'un coup devient la réalité.* (*AP*, 5 novembre 2008)

Les principales organisations ouvrières se félicitaient ouvertement de cette victoire d'Obama. Pour le journal de la LCR, Obama pourrait s'en prendre aux « intérêts sociaux dominants » :

> *L'autre scénario verrait la mutation d'Obama, s'il est élu, en nouveau Roosevelt, contraint à un New Deal bis allant à l'encontre des intérêts sociaux dominants. Il n'est pas complètement exclu...* (*Rouge*, 5 novembre 2008)

François Hollande, alors premier secrétaire du PS, voyait en Obama le candidat *« de la rupture et du progrès »* (*Les Échos*, 4 novembre). Pour Ségolène Royale, il s'agit d'*« un extraordinaire message d'espoir »* (*AFP*, 5 novembre) et pour Martine Aubry *« le grand peuple américain a réalisé le formidable rêve de Martin Luther King »* (idem). Le PCF a également exprimé sa solidarité avec le candidat bourgeois, en évoquant *« une énorme attente de justice et de protection sociale, de démocratie et de paix... il faudra qu'il y réponde »* (*Communiqué*, 5 novembre). Il ne fait aucun doute qu'il répondra aux attentes... de la bourgeoisie.

### Un candidat bourgeois qui a réussi à attirer les voix des catégories les plus exploitées

Le système politique américain est tel qu'il empêche la classe ouvrière de présenter son candidat et, hormis les candidatures légitimes mais marginales de quelques organisations se réclamant du socialisme, le prolétariat n'avait pas de choix. Ce qui reste du parti stalinien (CPUSA) a soutenu Obama, les différentes fractions de la sociale-démocratie (DSA, SD-SP) ont soutenu Obama et, surtout, les centrales syndicales (AFL-CIO, Change to Win...) ont soutenu Obama et lui ont même versé l'argent des travailleurs.

> *L'AFL-CIO et les autres ont envoyé 450 millions de dollars et 250 000 volontaires pour la campagne.* (*Liaisons Sociales*, janvier 2009)

Pourtant, au même titre que le Parti républicain, le Parti démocrate est le parti des patrons et des banquiers, au point que ces deux partis portent des positions similaires sur quasiment tout. Tous deux légitiment la présence de soldats américains sur le territoire irakien, ils défendent le « libre marché », c'est-à-dire le droit pour les capitalistes d'exploiter à leur guise, ils refusent la régularisation de millions d'immigrés surexploités, ils refusent l'accès aux soins pour tous au profit des compagnies d'assurance...



Wall Street, 29 septembre 2008, « grève des impôts », « le capitalisme est mort, la révolution

Les campagnes d'Obama et de McCain ont toutes deux reposé sur un populisme visant à convaincre les travailleurs de s'unir derrière le candidat d'un parti bourgeois, ont tous deux dénoncé « Washington », alors que les deux candidats font partie, depuis des années pour le premier et des décennies pour le second, des chambres parlementaires qui siègent dans la capitale et des appareils des deux partis qui dirigent le pays depuis la fondation des USA.

La différence majeure entre les deux principaux candidats tenait au symbole : Obama est le premier président non blanc sur 43 administrations et 220 ans. Il a entretenu cette image à travers sa rhétorique, son langage corporel. Une agence publicitaire (Advertising Age) ne s'y est pas trompée en le nommant meilleur vendeur de l'année (*« Marketer of the year 2008 »*).

Ainsi, c'est le candidat démocrate qui a réussi à rassembler sur son nom les voix des catégories les plus exploitées de la classe ouvrière américaine, précisément les Afro-américains, qui ont acquis le droit de vote grâce à une longue lutte au cours des années 1950 et 1960, qui supportent les plus forts taux de chômage, de mortalité et d'incarcération, l'espérance de vie la plus faible. Comme les maires noirs démocrates de nombreuses métropoles, comme les ministres Rice et Powell du gouvernement républicain précédent, Obama est issu de la bourgeoisie noire qui a émergé dans les années 1970-1980. Celle-ci est très minoritaire mais se révèle utile en vue de contrôler le prolétariat afro-américain, qui est de loin la fraction la plus combative de la classe ouvrière américaine.

Obama a ainsi bénéficié d'une plus forte participation : 66 % des électeurs inscrits ont voté –un record, le précédent remontant à l'élection de Kennedy en 1960 (63 %)–, phénomène lié au vote massif des travailleurs les plus exploités et des jeunes. L'électorat noir a voté à 70 % –le précédent record étant à 58 % en 1968 pour l'acquisition du droit de vote–, a constitué 13 % des voix, contre 11 % en 2004, et s'est prononcé à 95 % pour Obama. La jeunesse a aussi massivement voté Obama : si les électeurs de plus de 30 ans ont donné une proportion de voix équivalente aux deux candidats, 70 % des primo-électeurs ont voté Obama. Le vote hispanique a également favorisé Obama, ce qui était loin d'être acquis puisqu'en 2004 il avait plutôt penché en faveur de Bush.

L'élection du candidat démocrate doit également à la profonde répulsion dont fait l'objet l'administration Bush. Deux guerres de spoliation en Irak et en Afghanistan, une crise bancaire et une récession économique, un appauvrissement absolu de la classe ouvrière, en sont des illustrations éclairantes.

Le candidat républicain John McCain est actuellement dirigeant de l'Institut républicain international, fondé en 1983 sous l'impulsion de Reagan, financé par la Dotation nationale pour la démocratie (un pare-feu de la CIA, qui finance également l'opposition à Chavez, l'opposition à Castro, le régime réactionnaire tibétain...), par Chevron, par Exxon Mobil... Elle a récemment attribué son Prix de la liberté à Antonio Saca, actuel Président du Salvador, associé aux escadrons de la mort assassins de militants ouvriers. Pendant la présidence Reagan, McCain avait rendu visite à Pinochet, ce qui fut récemment révélé avec la parution de documents jusqu'alors tenus secrets par le Département d'État,

pour une rencontre qu'il qualifia d'*« amicale et parfois chaleureuse »*, au cours de laquelle ils discutèrent des *« dangers du communisme »* (Département d'État américain, *Congressman McCain's Discussion with Pinochet*).

Pour sa campagne, McCain était accompagné de Sarah Palin, une bigote sénatrice de l'Alaska, qui s'est distinguée par des positions profondément réactionnaires et explicitement obscurantistes. Membre à vie du lobby des armes à feu (NRA), elle est hostile au droit à l'avortement, partisane du créationnisme, persuadée que les hommes ont cohabité avec les dinosaures... Dans la ville d'Alaska dont elle fut maire (Wasilla), elle a cherché à interdire l'étude des œuvres de Shakespeare, Twain, Steinbeck... dans les écoles.

## Obama, le candidat de Wall Street

Dans un premier temps, l'oligarchie a tenté, comme en 2000 et 2004, de favoriser le candidat républicain en empêchant certains électeurs de voter ou même en truquant les votes, certaines machines transformant certains votes démocrates en votes républicains. Depuis 2003, selon la Commission d'assistance électorale, au moins 2,7 millions de nouveaux électeurs, principalement des Noirs et des Hispaniques, se sont vus refuser leur inscription sur les listes électorales. Il pouvait s'agir d'élimination d'électeurs par des fonctionnaires en droit de rayer le nom de toute personne jugée illégitime, d'exigence de pièces d'identité inutiles, d'obstruction aux campagnes en faveur de l'inscription...

Puis, c'est sans regret que la grande bourgeoisie s'est finalement tournée vers le candidat démocrate : Obama a reçu 640 millions de dollars pour sa campagne, contre 360 millions seulement à McCain. Ces financements ont joué un rôle majeur, dans la mesure où *« les candidats les mieux financés ont gagné neuf fois sur dix »* (*Centre pour une politique réactive*, 5 novembre). Parmi les financements d'Obama, 400 millions sont le fait de groupes financiers, à commencer par Goldman Sachs, une des banques d'affaires au cœur du présent krach financier, et dont Henry Paulson, actuel secrétaire d'État au Trésor, fut PDG.

Il est révélateur que Warren Buffet, classé par le magazine *Forbes* comme l'homme le plus riche du monde, ait apporté son soutien à Obama, aux côtés d'autres capitalistes notoires comme George Soros, Eric Schmidt (Google), William Daley (JP Morgan Chase), Penny Pritzker (Hyatt)... Il a également été soutenu par Paul Volcker, ancien directeur de la Fed, dont le rôle était alors de pousser à la réduction des salaires, à la destruction des emplois... en témoignent les vives félicitations qu'il adressa au président Reagan en août 1981 lorsque ce dernier autorisait le licenciement de 11 000 contrôleurs aériens en grève depuis des semaines.

N'en déplaise à *Rouge* ou à *L'Humanité*, il est invraisemblable, avec de tels soutiens, qu'il condamne les licenciements de masse ou l'expulsion des salariés victimes des prêts hypothécaires, qu'il prenne position contre la peine de mort ou contre le massacre des Palestiniens par l'armée d'Israël, qu'il retire ses soldats d'Afghanistan... Même en Irak:

> *Une force résiduelle restera en Irak et dans la région pour mettre en œuvre des missions ciblées de contre-terrorisme contre Al-Qaeda en Irak. (Programme Obama-Biden).*

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée :

> *L'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis a été largement anticipée et déjà célébrée par la Bourse de New York... Alors que les Américains se rendaient aux urnes, le Dow Jones avait fini en hausse de 3,28 %.* (*Les Échos*, 5 novembre 2008)

## Obama, au secours des banques et des groupes de l'automobile

Obama avait soutenu la loi de restriction des libertés (« Patriot Act »), a pleinement soutenu le plan de sauvetage des banques, laissant le pouvoir économique entre les mains des responsables immédiats de la débandade financière. Il envisage même d'en rajouter avec un plan de relance, qui pourrait atteindre plus de 700 milliards de dollars, au moment où les États réclament une aide de 136 milliards, où un détenteur de crédit immobilier sur dix est menacé de saisie, où le marché du crédit est gelé, où deux millions de travailleurs ont perdu leur emploi en 2008 (la moitié dans les trois derniers mois)...

Il a également évoqué, à propos de l'industrie automobile, au bord de la faillite, *« un partage des pertes des bénéfices et des charges »*, ce qui signifie que les travailleurs devront aussi payer pour les capitalistes de ce secteur, mais qui est surtout un non-sens, dans la mesure où les capitalistes s'approprient la totalité de la plus-value. Les « big three » (General Motors, Chrysler, Ford) sont au bord de la faillite. General Motors et Ford ont accumulé à eux deux 30 milliards de dollars de pertes nettes en 2008, General Motors a d'ailleurs suspendu le remboursement des frais médicaux pour 100 000 retraités sur 480 000, les assurances-crédit, utilisées en cas de non-remboursements des créances, ne veulent plus les prendre en charge.

Tout ceci est facilité par la bonne volonté de la direction du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), prête à *« revenir à la table des négociations »* (Ron Gettelfinger, président de l'UAW, *CNN*, 30 novembre 2008) pour discuter d'un plan de licenciements et réduction des salaires. Ce que veut discuter la direction de l'UAW, qui a déjà concédé la suppression d'une disposition autorisant les salariés en chômage technique à percevoir leur salaire, c'est un salaire qui correspond en pouvoir d'achat à la moitié de ce que touchaient les ouvriers de Ford pendant les années 1960.

Il a également évoqué, à propos de l'industrie automobile, au bord de la faillite, *« un partage des pertes des bénéfices et des charges »*, ce qui signifie que les travailleurs devront aussi payer pour les

capitalistes de ce secteur, mais qui est surtout un non-sens, dans la mesure où les capitalistes s'approprient la totalité de la plus-value. Les « big three » (General Motors, Chrysler, Ford) sont au bord de la faillite. General Motors et Ford ont accumulé à eux deux 30 milliards de dollars de pertes nettes en 2008, General Motors a d'ailleurs suspendu le remboursement des frais médicaux pour 100 000 retraités sur 480 000, les assurances-crédit, utilisées en cas de non-remboursements des créances, ne veulent plus les prendre en charge.

Tout ceci est facilité par la bonne volonté de la direction du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), prête à *« revenir à la table des négociations »* (Ron Gettelfinger, président de l'UAW, *CNN*, 30 novembre 2008) pour discuter d'un plan de licenciements et réduction des salaires. Ce que veut discuter la direction de l'UAW, qui a déjà concédé la suppression d'une disposition autorisant les salariés en chômage technique à percevoir leur salaire, c'est un salaire qui correspond en pouvoir d'achat à la moitié de ce que touchaient les ouvriers de Ford pendant les années 1960.

Loin d'être un progressiste, Obama a été éduqué à la soupe réactionnaire servie par les économistes de l'Université de Chicago –Friedman et les Chicago Boys amis de Pinochet– et, dans son livre *L'Audace d'espérer*, il vante *« l'intuition majeure de Ronald Reagan, selon laquelle l'État-providence progressiste* [NDLR : les acquis des luttes de la classe ouvrière, notamment durant les années 1960-70] *est devenu complaisant et excessivement bureaucratique »*. Il écrit également que *« le marché* [NDLR : le capitalisme] *est le meilleur mécanisme jamais inventé pour allouer efficacement les ressources dans l'objectif de maximiser la production »*. Il ne manque pas non plus de verser dans l'obscurantisme : *« Je crois que le Christ est mort pour mes pêchés et qu'Il est ma rédemption. C'est une source de soutien et d'inspiration quotidienne »* (*Washington Post*, 17 août 2008). Il a condamné le droit au mariage des homosexuels.

## Obama, un homme de militarisme et d'oppression impérialiste

Le nouveau président est un serviteur de l'impérialisme américain :

> *Je construirai une armée du XXIe siècle et un partenariat aussi puissant que l'alliance anticommuniste qui a remporté la guerre froide, afin que nous demeurions partout à l'offensive, de Djibouti à Kandahar.* (*Foreign Affairs*, juillet 2007)

> *Afin d'assurer la prospérité sur notre territoire et la paix à l'étranger, nous partageons tous le désir de maintenir la plus forte puissance militaire de la planète.* (*The Telegraph*, 3 décembre 2008)

Il envisage d'accroître de 100 000 soldats le contingent militaire américain et de maintenir à (au moins) 850 milliards de dollars les dépenses militaires annuelles –soit plus de 50 % des dépenses militaires mondiales. À ce titre, il envisage de s'inspirer de la politique étrangère *« réaliste et bipartisane du père de George Bush, de John Kennedy et, à certains égards, de Ronald Reagan »* (Greensburg, 28 mars 2008).




> *Il augmenterait de manière significative le financement de la Dotation nationale pour la démocratie et d'autres organisations non gouvernementales afin de soutenir les activités civiques dans des sociétés répressives.* (*Washington Post*, 2 mars 2008)

Alors candidat au Sénat, il menaçait de lancer des missiles contre l'Iran puis, à l'occasion de l'offensive israélienne contre le Liban en 2006, il a défendu au Sénat une résolution accusant l'Iran et la Syrie d'être responsables de la guerre. Il a également soutenu l'attaque aérienne perpétrée par Israël contre la Syrie le 6 septembre 2007. Au cours de la campagne, il a chargé Dennis Ross, ancien collaborateur du tristement célèbre Paul Wolfowitz, de gérer le dossier iranien. Ross fait partie des fondateurs de l'Institut Washington pour la politique au Proche-Orient, qui développe une propagande pro-israélienne. Il a dirigé la rédaction d'un document sur l'Iran, aux côtés d'« experts » qui ont inventé les fausses preuves d'armes de destruction massive en Irak. Ce rapport préconise notamment de :

> *Mettre en place dans la région des forces militaires américaines et alliées plus importantes, déployer des groupes de porte-avions et des navires démineurs, implanter dans la région des stocks de matériel de guerre (y compris des missiles), augmenter localement le nombre de bases militaires, conclure des partenariats stratégiques avec des pays comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie pour pouvoir être opérationnels contre l'Iran en plusieurs endroits.* (Centre de politique bipartisane, *Meeting the Challenge – US Policy Toward Iranian Development*, septembre 2008)

Par ailleurs, les réticences d'Obama sur la guerre en Irak ne tiennent pas à une opposition de principe à cette invasion, mais à ce qu'il la juge comme une *« erreur stratégique »* (*Plate-forme de la Convention nationale du Parti démocrate*, 13 août 2008) ; il s'agirait alors de redéployer les forces armées américaines vers l'Afghanistan. Il n'est certainement pas moins belliqueux que son prédécesseur :

> *Je n'hésiterai jamais à défendre cette nation. J'ai clairement exprimé, dès le début de cette campagne, que nous aurons plus de troupes et que nous augmenterons nos investissements dans la meilleure armée de l'histoire mondiale.* (Denver, 28 août 2008)

Déjà, en juin 2008, il votait en faveur des intercep-

tions non autorisées par un juge, en soutenant que *« la capacité de surveiller et pister des gens qui veulent attaquer les Etats-Unis est un outil vital de l'antiterrorisme »* (reproduit dans *Il Manifesto,* 2 novembre).

Il apportait également son *« soutien sans faille »* à toute politique israélienne et a fait état de son *« soutien à l'auto-défense d'Israël »* (Programme Obama-Biden), c'est-à-dire à l'occupation et au massacre régulier de civils. Il s'était opposé en janvier 2006 à l'organisation d'élections en Palestine, en raison de la présence du Hamas. Il a promis au moins 30 milliards de dollars d'aide militaire à Israël au cours de la prochaine décennie, s'est opposé au droit au retour des réfugiés palestiniens (*Jerusalem Post,* 29 janvier 2008), a affirmé que *« Jérusalem restera la capitale d'Israël »,* a posé la garantie de *« l'identité d'Israël »* comme condition à *« tout accord avec le peuple palestinien »* (*Discours devant le Comité des affaires publiques américano-israéliennes,* 4 juin 2008). Après un long silence complice, il n'a laissé aucune ambigüité sur la politique qu'il mènera à l'égard de la question Palestine, un soutien au massacre de Gaza :

> *L'Amérique est attachée à la sécurité d'Israël, et nous soutiendrons toujours le droit à l'auto-défense d'Israël contre des menaces légitimes. Depuis des années le Hamas a tiré des milliers de roquettes contre des citoyens israéliens innocents. Aucune démocratie ne peut tolérer un tel danger pour son peuple.* (*Adresse aux employés du Département d'État,* 22 janvier 2009)

## Un gouvernement dans la continuité de l'administration américaine depuis 20 ans

L'équipe de laquelle s'est entouré Obama, composée de voleurs et de criminels de guerre qui pour beaucoup ont participé aux gouvernements Clinton, est révélatrice d'une continuité avec les gouvernements précédents.

- Joe Biden, son vice-président, est un fervent soutien de l'invasion de l'Irak.

- Emanuel Rahm sera Secrétaire général de la Maison blanche, premier poste ministériel attribué après l'élection. Surnommé « Rahm-Bo » pour son penchant belliqueux, il est également très favorable à la guerre en Irak et un soutien inconditionnel d'Israël.




- Hillary Clinton est nommée aux Affaires étrangères. Elle soutient Israël dans la guerre contre les Palestiniens et n'exclut pas l'option militaire contre l'Iran.

- Robert Gates, actuel secrétaire d'État à la Défense, un ancien directeur de la CIA, restera à son poste, ce qui est d'ailleurs une première.

- Lawrence Summers dirigera le Conseil économique national. Il a travaillé comme conseiller économique pour Reagan, puis pour Clinton. Il fut également économiste en chef de la Banque mondiale et à ce titre fut notamment responsable de la dislocation de l'économie mexicaine en 1995 –en élevant les taux d'intérêt à un niveau ingérable–, de l'éclatement de la crise asiatique en 1997 –en faisant gonfler la dette... Lorsqu'il était président de l'université d'Harvard, il prétendait que les femmes ne pouvaient pas réussir en raison de leurs gènes.

- Timothy Geitner sera secrétaire au Trésor. Il est un proche collaborateur de Ben Bernanke, Ben Bernanke, directeur de la Fed, et un des principaux artisans du plan Paulson, des opérations Bear Sterns, Fannie Mae, Freddie Mac...

- James Jones, un commandant de l'OTAN qui a soutenu McCain, sera Conseiller à la Sécurité nationale.

- John O'Brennan, qui a qualifié les opérations de torture d'*« outil indispensable* [pour obtenir des informations qui peuvent] *sauver des vies »* (*New York Times*, 2 octobre 2008), sera Conseiller dans les affaires du renseignement.

Pour ces choix, Obama fut chaleureusement félicité par la fraction de la bourgeoisie américaine regroupée autour du Parti républicain. À en croire la criminelle de guerre Condolezza Rice, *« le pays sera entre de bonnes mains »* (*AFP*, 26 novembre). Pour Karl Rove, l'un des maîtres d'œuvre de la politique de Bush, Obama *« a réuni une équipe économique de 1e classe »* (*Wall Street Journal*, 28 novembre). Le candidat battu, McCain, a *« applaudi »* les choix de son rival (Conférence de presse, 26 novembre). Henry Kissinger, de son état artisan de coups d'État et ami de dictateurs, a jugé que certains des choix d'Obama sont *« remarquables »* (Forum économique mondial, New Delhi, 16 novembre).

Les directions syndicales sont également associées aux choix d'Obama, puisque Jared Bernstein, membre de l'Institut de politique économique financé par l'AFL-CIO, sera Conseiller économique en chef.

## La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, il lui faut son parti !

À vrai dire, l'élection d'un Afro-américain issu de la bourgeoisie noire ayant bénéficié de la

« discrimination positive » n'est pas plus symbolique que celle d'une femme de la caste des intouchables, Kumari Mayawati, à la tête de l'Uttar Pradesh, un État du nord-est de l'Inde, ni que celle d'un indigène, Evo Morales, à la tête de l'État bolivien.

Le racisme est loin d'avoir disparu, tant il est un des fondements de la constitution des États-Unis d'Amérique comme un État bourgeois (les fondateurs et les premiers présidents étaient des maîtres d'esclaves) puis de son développement (un des atouts de la bourgeoisie américaine a été d'entretenir la division de la classe ouvrière par la xénophobie et le racisme). Pendant quatre siècles, les Afro-américains ont été victimes d'esclavage, de ségrégation, de lynchages... et en conséquence les luttes qui ont menacé le capitalisme furent très largement menées par des travailleurs noirs.

Pour être élu, Obama a promis des réductions d'impôts pour la plupart des contribuables, et une expansion du système de santé –46 millions de personnes ne sont pas assurées–, ce qui est bien maigre, même en comparaison avec le *New Deal* du bourgeois démocrate Roosevelt, dont les mesures sociales furent imposées par de puissantes grèves et des luttes des chômeurs. Il est favorable au soutien aux banquiers pourris et aux patrons de l'industrie automobile. Il envisage de doubler le financement public des écoles privées où il va envoyer ses propres enfants pour 29 000 dollars (23 000 euros) chacun...

Les travailleurs n'ont rien à espérer du gouvernement Obama. Ils doivent s'organiser pour construire un parti révolutionnaire et imposer à leurs organisations syndicales la rupture avec le pouvoir et avec tous les partis bourgeois, sur la base des mots d'ordre suivants :

- Relogement immédiat, dans des conditions similaires, de toutes les personnes expulsées ;
- Expropriation des banques et des assurances sous contrôle des travailleurs ;
- Aucun licenciement, diminution du temps de travail, des emplois pour tous ;
- Une couverture santé pour tous, des écoles et des universités de bonne qualité gratuites pour tous, des crèches et des garderies gratuites ;
- Liberté d'immigrer, mêmes droits pour tous les travailleurs, halte à l'emprisonnement de masse et aux méthodes racistes de la police, autodéfense des grévistes, des Noirs, des Hispaniques ;
- Fermeture immédiate de Guantanamo et de tous les centres de torture, restitution de Guantanamo à Cuba ;
- Retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan, fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger, désarmement des sous-marins nucléaires et des porte-avions ;
- Fin des menaces envers l'Iran et la Corée du Nord, fin de l'embargo sur Cuba ;


DURING THE GERMAN CRISIS THE MILITANT APPEARS 3 TIMES A WEEK!

THE MILITANT

Official Organ of The Communist League of America (Opposition)

Hitler Is Consolidating the Power of Fascism In Germany!

Whoever Blocks the Workers' United Front Is a Traitor!

CLARITY! YOUNG SPARTACUS ACTION!

WORKERS OF THE WORLD, unite!

SCOTTSBORO BIG VICTORY

Hail Red Russia!

Workers Celebrate Fifteenth Anniversary of Soviet Rule

SPECIAL ANTI-FASCIST STRIKE NUMBER

THE VANGUARD

Organ of the International Left Opposition of Canada

Strike Against Hitlerism July 11!

Support Joint Council's Call for Two-Hour General Strike against Fascist Terror

ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΗΣ

ΑΝΟΙΚΤΗ ΕΠΙΣΤΟΛΗ

Ο ΣΚΟΠΟΣ ΤΗΣ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΜΑΣ

Η ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΔΙΑΘΗΚΗ ΤΟΥ ΛΕΝΙΝ

אונזער קאמף

דער דרעסמאכער סטרייק

La presse des années 1930
en anglais, en grec et en yiddish de la Ligue communistedes États-Unis et du groupe

- Aucune immixtion de l'État dans les syndicats ;
- Gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Amérique du Nord avec le Canada et le Mexique.

Un tel parti fusionnera l'héritage révolutionnaire des États-Unis avec l'apport indispensable du mouvement ouvrier international :

> *La nouvelle révolution devra compléter le travail entrepris par les hommes de 1776 qui ont assuré l'indépendance nationale. La deuxième révolution américaine des années 1860, connue sous le nom de Guerre civile, a liquidé le système de l'esclavage, unifié le pays et ouvert la voie à son développement industriel. La tâche de la troisième révolution est de confisquer cet appareil industriel à une clique parasitaire qui l'utilise à son compte, et la mobiliser dans l'intérêt de tous... Pour cela, les travailleurs ont besoin d'une carte et d'une boussole. Ils ont besoin d'une généralisation des expériences du passé et d'une ligne théorique pour l'avenir. C'est ce qu'est le marxisme... Karl Marx, un Juif allemand, qui a vécu en Angleterre et y a élaboré cette théorie, est chez lui partout. L'analyste suprême du capitalisme est chez lui en particulier dans le pays où le capitalisme a atteint son apogée.* (James Cannon, *The Militant*, 16 juillet 1951)

29 décembre 2008

# Grèce
# Nouvel assaut de la jeunesse contre le gouvernement bourgeois

## Riposte massive aux attaques contre la jeunesse

Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie a multiplié les coupes sombres dans l'enseignement public, rendant son inefficacité dramatique pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de payer les cours privés. Les locaux des écoles, des lycées, des universités sont vétustes. Le capitalisme grec contraint 25 % des 16-24 ans au chômage, sous-paye la main d'œuvre qualifiée, quand il l'emploie (« *génération 600 euros* ») et restreint l'entrée à l'université en renforçant la sélection, fortement marquée socialement.

Tandis que le gouvernement Caramanlis présente son nouveau budget d'austérité contre les masses et que les scandales financiers éclatent, étalant la corruption des dirigeants des partis politiques bourgeois et de l'Église orthodoxe, par dizaines, les lycées et les universités sont occupées ; des coordinations s'organisent. Le mouvement s'étend jusque dans les îles, en Crète. La jeunesse scolarisée entre massivement en lutte pour se défendre, soulevant le soutien d'une grande partie du prolétariat et la haine de la bourgeoisie qui envoie systématiquement sa police contre les manifestants. La violence d'État est utilisée pour essayer de faire refluer la protestation. Une fois encore dans ce pays, la brutalité des corps répressifs s'abat sur la jeunesse : Alexis Grigoropoulos, un adolescent de 15 ans, est abattu le 6 décembre.

Des dizaines de milliers de jeunes étudiants, lycéens, jeunes travailleurs et jeunes chômeurs se dressent en de gigantesques manifestations dans de nombreuses villes pour protester contre cet assassinat. Ils affrontent la police et des émeutes éclatent dans le centre de la plupart des grandes villes. En commençant par les enseignants et les parents, le prolétariat manifeste aux côtés de la jeunesse.

Depuis, la colère contre la mise à mal du droit aux études, contre les mesures d'austérité imposées à la population laborieuse, n'est pas retombée. De nombreuses manifestations ont eu lieu en janvier (la plus forte, le 9) et la jeunesse est au premier rang pour défendre les dizaines d'inculpés que les médias à la botte qualifient de « terroristes » (manifestation nationale à Larissa le 17 janvier).

## Le bilan de Caramanlis

De tous les gouvernements de l'Union Européenne, c'est celui de Costas Caramanlis qui consacre proportionnellement la plus grosse part de son budget à l'armée, tout en baissant celui de l'enseignement et de la recherche. Le gouvernement Caramanlis vient de débloquer 28 milliards d'euros pour les banques.

Les hôpitaux sont étranglés ; la poste, le téléphone sont privatisés. Le gouvernement ND a décidé l'augmentation du nombre d'annuités pour partir à la retraite et la diminution des pensions. Alors que les prix de l'alimentation, des loyers, des transports augmentent, les salaires stagnent. La Grèce compte la plus grande proportion de travailleurs pauvres en Europe. Un quart des moins de 20 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

## Manoeuvres dans la bourgeoisie

Le PASOK de Giorgos Papandreou, l'autre grand parti bourgeois qui partage le pouvoir en Grèce, en alternance régulière avec ND, a privatisé à tour de bras de 1996 à 2004 ; il a infligé des coupes sombres dans le budget de l'éducation et de la recherche ; il a multiplié les mesures de baisses des prestations sociales et de déréglementation du travail (attaques contre les statuts, les contrats, augmentation de la précarité). Il a soigné les intérêts capitalistes avec zèle et pavé la voie à Caramanlis. Pendant les immenses manifestations de décembre, le PASOK a frétillé à l'idée de reprendre la main. Mais il a établi les priorités : protéger le gouvernement et les institutions bourgeoises de la colère de la rue, en prônant des élections législatives anticipées, gagner du temps pour parvenir à démobiliser la jeunesse et la paralyser en instituant, avec les organisations qui disent parler en son nom, « *un dialogue entre toutes les parties concernées par les questions d'Éducation* » (A. Diamandopoulou, chargée de l'Éducation).

Bousculé une première fois par les énormes manifestations d'étudiants et de lycéens de mai et juin 2006 (voir *Révolution Socialiste* n° 21), le gouvernement Caramanlis a été reconduit à la suite des élections de 2007 qui ont donné une majorité relative à la ND (41,8 % des suffrages procurant une majorité de deux voix au Parlement). Devenant de plus en plus impopulaire avec la crise, le gouvernement Caramanlis a, pour l'heure, survécu à la deuxième vague de lutte de la jeunesse. Il s'est même offert un remaniement, le 8 janvier, qui a préservé les assassins directs d'Alexis Grigoropoulos, le ministre de l'Intérieur et celui de la Défense.

## Les réformistes verrouillent

La faute n'en incombe ni à la jeunesse qui a montré son courage, sa détermination, ses capacités d'auto organisation, ni aux travailleurs qui ont manifesté et fait grève contre la politique du gouvernement réactionnaire.

Les chefs syndicaux et les partis réformistes portent la responsabilité pleine et entière de dresser d'incessants obstacles au mouvement de masse pour le paralyser.

Le Parti communiste grec (KKE) s'est illustré, comme à son habitude, en défense de l'ordre bourgeois : s'il s'est prononcé contre de nouvelles élections... c'est parce qu'il ne voyait pas de raison de bousculer le calendrier électoral. Il a mêlé sa voix à tous les réactionnaires quand les manifestants ont affronté la police et que les émeutes ont embrasé les villes : « *Ces criminels violents ont perdu tout contrôle d'eux-mêmes* ». Son organisation de jeunesse (KNE) s'oppose à l'auto organisation des lycéens et des étudiants, à l'élection de représentants élus des assemblées générales. Elle s'oppose au mot d'ordre de grève générale. Tout comme PAME, la fraction syndicale dirigée par le KKE dont la politique de division des rangs ouvriers apporte une aide précieuse au gouvernement.

Les centrales syndicales GSEE (travailleurs du privé) et ADEDY (fonctionnaires) ont fatigué les travailleurs grecs avec des journées d'action impuissantes qui ont laissé les mains libres à Caramanlis. En pleine mobilisation de la jeunesse, 4 jours après la mort d'Alexis, le 10 décembre, elles ont maintenu l'appel à une « *grève générale de 24 heures* », décidé de longue date, mais annulé la manifestation prévue dans le centre d'Athènes. Elles l'ont remplacée par « *un sit-in pacifique sur la place du Parlement* ». Immobiliser la protestation, au vrai sens du terme, tel était l'objectif.

Tous les partis ont accepté ce 10 décembre la rencontre proposée par le Premier ministre, tandis que les grévistes, eux, scandaient : « *Caramanlis, ton heure est venue !* ».

## Il manque une direction révolutionnaire

La Coalition de la Gauche Radicale (Syriza) regroupe des ex-KKE, des Verts, des maoïstes et d'autres phraseurs de la mouvance « anti-néolibérale » comme Kokkino (l'organisation sœur de la LCR) ; elle participe au *Forum mondial*. Syriza se présente comme une alternative au PASOK et au KKE. La Coalition a soutenu les manifestations de la jeunesse scolarisée (ce qui est le minimum...) mais enferme le mouvement de lutte contre Caramanlis et sa politique, sur le terrain du réformisme : législatives anticipées, pression sur le gouvernement bourgeois. Syriza ne propose aucun combat sérieux pour arracher les revendications (par ailleurs très modestes) qu'elle avance ; elle n'a rien à dire sur la politique traître des directions syndicales. Elle ressemble comme une jumelle à Rifondacione en Italie ou Die Linke en Allemagne.

En conséquence, les groupes anarchistes ont accru leur influence dans la jeunesse, apparaissant « neufs » à côté des vieux partis bourgeois et réformistes qui entravent l'action du prolétariat depuis des décennies. L'occupation du bâtiment de la GSEE à Athènes a montré, par exemple, le rejet suscité par cette centrale dirigée par les partis bourgeois PASOK et ND. De même, la politique contre-révolutionnaire du KKE ne peut que redorer le blason de tous ceux qui se déclarent anti-staliniens.

La dénonciation des privilégiés, la détermination dans les affrontements violents avec la police que les anarchistes ont montrée, ont eu de l'écho dans la jeunesse justement révoltée par le sort que lui fait le capitalisme. Mais les courants anarchistes, en Grèce pas plus qu'ailleurs, n'ouvrent de voie indépendante à la classe ouvrière et aux jeunes liés à elle. Ils impuissantent les assemblées générales auxquelles ils ne donnent aucun pouvoir de décision ; ils ne militent pas pour organiser la grève générale, dresser la force sociale des masses ouvrières contre le gouvernement et l'État bourgeois, en combattant pour l'élection des représentants des travailleurs et des jeunes en lutte, pour la constitution des comités de grève, leur centralisation. Ils ne se battent pas pour l'unité d'un front de classe contre la bourgeoisie et ses agents réformistes. Ils propulsent les « actions exemplaires », typiquement petites-bourgeoises, comme le saccage des magasins de luxe ou l'irruption au journal télévisé pour demander aux travailleurs d'éteindre la télé et de descendre dans la rue...

Alors que la bourgeoisie garde le pouvoir, que Caramanlis, même usé jusqu'à la corde, continue à réprimer, à s'en prendre plus que jamais au prolétariat tandis que s'installe une sévère récession, les anarchistes n'ont rien à dire sur la seule question qui vaille : qui doit gouverner ?

## À bas Caramanlis ! Gouvernement ouvrier !

Le prolétariat veut en finir avec le chômage : le capitalisme que sert Caramanlis jette des millions d'ouvriers dans la misère pour garantir les profits. Le gouvernement Caramanlis recule l'âge de la retraite tandis qu'un quart des jeunes sont sans emploi, qu'au moins 8 % de la population est au chômage. Les budgets qui conditionnent la santé ou l'enseignement sont étranglés quand des milliards sont versés aux capitalistes, via les banques. Toutes les revendications essentielles de la classe qui n'a pour survivre que sa force de travail conduisent à une seule conclusion : il faut chasser le gouvernement bourgeois, renverser l'Etat bourgeois qui garantit la propriété privée des moyens de production, il faut arracher aux capitalistes les moyens de décider.



Expropriation des grandes entreprises grecques et étrangères, des banques et organismes de crédit pour pouvoir partager le travail entre toutes les mains, pour produire en fonction des immenses besoins de la population laborieuse et non en fonction de ce que cela rapporte aux propriétaires et actionnaires ! Le pouvoir à ceux qui produisent toutes les richesses, font tourner tous les services publics ! Enseignement et soins gratuits, voilà le progrès ! Dissolution de tous les corps répressifs, place à la justice des exploités et des opprimés et à leur auto-défense !

Ce programme politique, c'est celui qui mène au socialisme ; c'est celui de la révolution prolétarienne dont la Syriza, le KKE, les directions bureaucratiques des syndicats, les altermondialistes de tout genre ne veulent pas, parce qu'ils sont liés à leur bourgeoisie, à la survie du mode de production capitaliste.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire qui avance ce programme dans la lutte en cours, qui donne confiance aux travailleurs et aux jeunes dans leur propre force, en combattant pour édifier leurs comités d'action, leurs comités de grève, pour prendre le pouvoir.

---

Pérou

# Assemblée des peuples, mais pour construire le pouvoir prolétarien qui rompt avec la bourgeoisie




## Indépendance politique de classe

Samedi 8 novembre est prévue la nomination du Comité d'organisation d'une « Assemblée Nationale des Peuples », convoquée principalement par les directions de la CGTP, de la CUT et de la Coordinadora Político Social. Est prévue aussi l'approbation des *Principes*, des *Bases Programmatiques* et la mise en forme organisationnelle de cette ANP.

Un organisme qui unifie le mouvement ouvrier et populaire pour construire le pouvoir des travailleurs face à celui de la bourgeoisie, est une longue ambition de masses dans ce pays et partout ailleurs dans le reste du monde. Toutefois, pour atteindre un tel objectif, les travailleurs doivent se battre pour un des principes politiques les plus élémentaires de notre lutte : l'indépendance politique de classe. Pas pour rien, l'histoire a démontré, maintes et maintes fois, que toute subordination aux organismes de la classe dominante signifie la défaite irrémédiable des peuples.

Hélas, l'indépendance de classe n'est pas la politique des directions qui convoquent l'assemblée. Pour les dirigeants nationaux de la CGTP, de la CUT et les partis traditionnels du mouvement des exploités (comme le PCP, Patria Roja, le PS et leurs alliés), les travailleurs doivent pactiser avec les organisations de leurs oppresseurs, comme ils le font dans la Coordination Politique & Sociale avec le Partido Nacionalista Peruano, dirigé et financé par des notables de l'armée réactionnaire liés aux capitalistes. De plus, les dirigeants de ces mêmes partis autoproclamés « de gauche », comme Ricardo Letts et Javier Diez Canseco, sont également des chefs d'entreprise.

Une Assemblée Populaire est un organe de front unique en marche vers sa transformation en un organe de pouvoir des travailleurs, dans la conception de la tactique anti-bourgeoise du front unique prolétarien, initiée à partir de 1921 par l'Internationale Communiste. Un tel front est toujours établi entre toutes les organisations de travailleurs des villes et des campagnes, jamais entre exploitants et exploités.

Mais la convocation à l'ANP est explicitement élargie aux « chefs d'entreprise petites ou moyennes » responsables de l'exploitation des masses qui survivent sans aucun droit du travail, d'aucune sorte. Il inclut ainsi également des organismes étrangers au mouvement populaire comme les ONG et les ordres des professions libérales.

## Programme révolutionnaire

Dans la convocation à l'ANP, nous pouvons constater leur but :

> *Sans renoncer à la démocratie représentative (...) l'Assemblée Nationale des Peuples se propose de donner cours à la démocratie participante et directe.*

Un organisme de front unique qui se forge comme un organe de pouvoir prolétarien, le fait en faisant face à l'Etat de la bourgeoisie et à sa fausse démocratie, pour ériger l'Etat des travailleurs. Il ne peut pas avoir un autre sens, parce que la permanence de l'Etat capitaliste signifie la perpétuation sans fin de l'oppression. Prétendre réformer la démocratie bourgeoise sous couvert d'instaurer une « démocratie participative » est un suicide, parce que cela permet le maintien de la classe dominante au pouvoir.

Pour que le mouvement ouvrier et populaire parvienne à vaincre à son ennemi ne soit pas à nouveau cruellement mis en échec, comme les fois précédentes, il a besoin d'un programme révolutionnaire. Au cours du combat pour ce programme, le prolétariat se renforce et construit son pouvoir. Quelles sont les revendications les plus importantes, partie intégrante de ce programme et pour lesquelles il faut combattre ? Arrêt des privatisations et des concessions aux entreprises privées. Annulation des Traités de Libre Échange (TLC) avec les États-Unis et les autres pays. Salaire décent qui couvre les besoins familiaux. Services publics et combustibles à des prix populaires. Nationalisation sans rachat des entreprises privatisées, sous contrôle de leurs travailleurs. Contrôle direct de toutes les entreprises étati-

ques par leurs travailleurs. Étatisation du commerce extérieur du pays. Expropriation des entreprises multinationales, des banques et des grandes entreprises. Suppression des entreprises d'intérim. Contre la précarité du travail, garantie d'emploi pour tous et réintégration des chômeurs. Plan général de travaux public pour un plein emploi de qualité et l'accès universel au logement. Santé et éducation publiques, gratuites et de qualité, sous contrôle des organisations populaires. Terres et crédits pour les petits paysans. Annulation de la dette extérieure. Rupture avec les gouvernements impérialistes, avec le FMI, la Banque Mondiale, la BID (Banque interaméricaine de développement), l'OMC, l'APEC (Coopération Économique pour l'Asie- Pacifique).

## Édifier le pouvoir prolétarien

Loin de lutter pour un programme permettant atteindre le pouvoir, les sommets bureaucratiques syndicaux et politiques conduisent les travailleurs vers des diversions comme « l'Assemblée Constituante » et « la révocation du président », alors que celles-ci ne sont rien d'autre que les pièges de la pseudo-démocratie bourgeoise.

Jamais une assemblée constituante ou une action juridique révocatoire - dans un pays à la démocratie formelle – n'a renforce lé mouvement des travailleurs et ne l'a aidé à renverser la bourgeoisie. Au contraire, ce type de consigne l'a à chaque fois désorienté et écarté de ses objectifs historiques, l'ont domestiqué et conduit à la défaite. Les actuels cas de nationalisme bourgeois en Bolivie et en Équateur, montrent la soumission que représente à l'avantage de la bourgeoisie la ligne de l'Assemblée Constituante dans le mouvement de masses.

Au contraire, la lutte pour la construction d'organismes comme les Assemblées Populaires, dans chaque localité et région, et pour les détachements d'autodéfense de masses en leur sein, est la seule voie possible vers des chances de remporter la victoire. Le mouvement populaire a démontré qu'il est capable d'abandonner le pacifisme absurde dans lequel persistent ses directions, tandis que la police et l'armée continuent à le massacrer.

Sur ce chemin vers le pouvoir, d'autres organismes existants comme les Fronts Régionaux doivent être épurés des organismes et éléments bourgeois, pour servir à la constitution d'Assemblées Populaires de classe.

Dans la création d'un embryon de pouvoir prolétarien comme l'ANP, un élément s'avère indispensable : le régime de démocratie prolétarienne qui un jour sera le nouveau régime étatique des travailleurs. Ce n'est qu'au moyen d'une haute et véritable représentativité des vastes masses, avec des délégués démocratiquement choisis et révocables à tout moment dans des assemblées de base, avec une vie interne où sont respectées la libre expression et la volonté de la base et de ses délégués, qu'une Assemblée Populaire constituera une conquête historique de classe. Malheureusement, c'est la bureaucratie syndicale et politique traditionnelle qui organise l'Assemblée et s'attribue évidemment automatiquement la représentation des bases ouvrières et populaires.

Ce n'est pas le premier projet d'Assemblée Populaire au plan national envisagé au Pérou. Une Assemblée Nationale Populaire a déjà été édifiée en novembre 1987 à Ville El Salvador. Convoquée dans des circonstances nationales et internationales beaucoup plus favorables qu'aujourd'hui, cette ANP n'a pas pu se transformer un organe de pouvoir, en véritable soviet, parce que la politique des directions réformistes l'a délibérément fait avorter : ce ne fut qu'une opération de propagande des dirigeants pour couvrir leur opportunisme électoral : l'ANP de 1987 comptait des bourgeois intellectuels et militaires en son sein, qui s'étaient identifiés comme nationalistes velasquistes et chrétiens. Cette direction correspondait, dans son immense majorité, aux mêmes partis qui convoquent maintenant la nouvelle ANP, alliés encore une fois avec des partis de la bourgeoisie.

## Forger un parti ouvrier révolutionnaire : Non à la résurrection de la Gauche Unie

La Coordinadora Político Social (Coordination politico-sociale) est l'alliance des partis traditionnels du camp des travailleurs avec le Parti Nationaliste bourgeois d'Ollanta Humala. Son objectif déclaré est de négocier une liste conjointe pour les élections de 2010 et 2011. Son objectif n'est pas l'organisation de l'avant-garde prolétarienne dans des assemblées détenant le pouvoir, dans des organismes d'autodéfense, dans un parti révolutionnaire pour créer un État des travailleurs. Son objectif est les mairies, les sièges au Parlement, les postes de conseillers régionaux, les ministères, les présidences, l'administration de l'État bourgeois.

La CPS est une nouvelle version de la Gauche Unie (1980 – 1995), front de conciliation de classes sans avenir après toute une histoire d'opportunisme et de trahisons du mouvement ouvrier et populaire. Avec un programme réformiste et une politique de collaboration permanente avec la bourgeoisie, la Gauche Unie s'était faite une spécialité d'utiliser le vote des masses appauvries pour s'assurer des situations rentables dans l'État de l'ennemi, avant d'être largement répudiée par le peuple qu'elle parasitait.

À l'opposé, le prolétariat continue à démontrer sa capacité de lutte pour les droits des peuples et sa volonté de mettre un terme à la domination du capitalisme spoliateur. Domination qui ne terminera pas logiquement avec la « refondation » bourgeoise de l'État revendiquée par la CPS, mais avec la construction du pouvoir ouvrier, l'orientation de la grève générale illimitée que les bureaucraties détestent, l'organisation d'un parti ouvrier révolutionnaire, communiste, comme section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, pour prendre le pouvoir.

- Pour la démocratisation de la CGTP et ses Fédérations Départementales
- Pour la Centrale Unique de Classe et de Masse, sur la base de la CGTP et de la CUT
- Pour des Assemblées Populaires avec démocratie prolétarienne dans toutes les Régions
- Assemblée des Peuples, sans patrons ni militaires, ni bureaucratie réformiste !
- À bas le Gouvernement et le Congrès !
- Grève générale illimitée, maintenant !
- Gouvernement ouvrier, paysan et populaire !

(Colectivo Revolución Permanente en el Perú, *Lucha Marxista* n° 14, 7 novembre 2008, 91e anniversaire de la révolution soviétique)

# La Révolution russe et la question du parti (4)
# La Révolution russe d'août à octobre 1917




Le temps où la bourgeoisie déclenchait des révolutions est loin. Depuis plus d'un siècle, elle présente la première révolution prolétarienne victorieuse, la Révolution d'octobre 1917, comme un simple « putsch », un pur « coup d'État » :

> *Un étrange coup d'État.* (*Le Monde*, 6 novembre 2007)
>
> *Une poignée d'hommes vient de réussir le putsch le plus décisif de l'Histoire, jetant le peuple russe dans une servitude mille fois pire que celle des tsars.* (*Le Figaro*, 22 octobre 2007)

Or, le Parti bolchevik a proposé, à plusieurs reprises une solution pacifique : que les soviets dirigent le pays, alors même qu'il y était minoritaire (voir *Révolution Socialiste* n° 25, n° 26). Les autres partis socialistes l'ont toujours refusée, lui préférant l'alliance avec la bourgeoisie « démocratique » et ont même participé avec celle-ci à des mesures répressives contre le prolétariat révolutionnaire et son parti (voir *Révolution Socialiste* n° 26, n° 27). Le mérite du Parti bolchevik est d'avoir conduit une insurrection victorieuse après avoir gagné la confiance de la classe ouvrière.

## Août 1917, la bourgeoisie se tourne vers le général en chef nommé par le gouvernement PKD-PSR-PM

Le Parti bolchevik, après quelques hésitations initiales, est le seul parti des soviets qui ait rejeté la coalition avec la bourgeoisie, grâce à un combat interne mené par Lénine. Il trace une voie à la révolution qui semble désormais paralysée :

> *Les chefs de la démocratie petite-bourgeoise bercent leurs masses de promesses et d'assurances sur la possibilité d'une entente avec les gros capitalistes. En mettant les choses au mieux, ils obtiennent des capitalistes, pour un temps très court et au profit d'une faible couche supérieure des masses laborieuses, de menues concessions. Mais, dans toutes les questions décisives, importantes, la démocratie petite-bourgeoise a toujours été à la remorque de la bourgeoisie dont elle était un appendice impuissant et a toujours été un instrument docile entre les mains des rois de la finance. L'expérience de l'Angleterre et de la France a maintes fois confirmé cette vérité...*
>
> *L'enseignement de la révolution russe, c'est que les masses laborieuses ne pourront s'arracher à l'étreinte de fer de la guerre, de la famine et du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qu'à la condition de rompre complètement avec les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, de prendre nettement conscience du rôle de trahison de ces partis, de repousser toute entente avec la bourgeoisie, de passer résolument aux côtés des ouvriers révolutionnaires. Seuls les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont soutenus par les paysans pauvres, sont en mesure de briser la résistance des capitalistes, de conduire le peuple à la conquête sans rachat de la terre, à la liberté complète, à la victoire sur la famine, à la victoire sur la guerre, à une paix juste et durable.* (Vladimir Lénine, « Les enseignements de la révolution », juillet 1917, *Œuvres,* Éditions Sociales, t. 25, p. 261-262)

Les ouvriers, et même les soldats et les paysans, étaient de plus en plus méfiants à l'égard des partis conciliateurs, qui étaient majoritaires jusqu'alors dans les soviets. Dans les grandes villes, en particulier dans la capitale Petrograd (Saint-Pétersbourg), les soviets se tournaient vers le Parti bolchevik. L'état-major, avec la caution du gouvernement de coalition entre le Parti constitutionnel-démocrate, le Parti menchevik et le Parti socialiste-révolutionnaire, a alors réprimé le Parti bolchevik en juillet, saccagé ses locaux et ses imprimeries, arrêté ses cadres (Kamenev, Kollontaï...) ou apparentés (Trotsky, Lounatcharsky...). Ces derniers appartenaient à l'Organisation interrayons, qui prétendait avant la révolution de février, réconcilier la fraction menchevik et la fraction bolchevik du POSDR, mais qui travaillait depuis avec le Parti bolchevik. Lénine est passé à la clandestinité. Le congrès d'unification quasi-clandestin ratifie la fusion du Parti bolchevik (plus de 200 000 membres) et de l'Organisation interrayons (4 000 militants).

Le gouvernement de Kerenski qui a ajourné une nouvelle fois la convocation de l'Assemblée consti-

tuante, reste impuissant à contenir les masses paysannes et ouvrières, à conduire efficacement la guerre impérialiste. Si bien que la grande bourgeoisie russe et les autres pays membres de la Triple entente (Grande-Bretagne et France) envisagent d'autres solutions politiques. Nommé par Kerenski, le général en chef Kornilov est considéré comme un recours possible tant par les capitalistes que par l'état-major.

Cela évoque beaucoup le rôle du général Pinochet nommé au gouvernement par Allende en 1973 (voir *Révolution Socialiste* n° 14). La différence est qu'en Russie, en 1917, il y avait un parti prolétarien, marxiste (le Parti bolchevik) ; au Chili, il n'y avait qu'un parti petit-bourgeois, castriste (le MIR, soutenu par la LCR).

> *La conférence d'État consultative qui réunit à Moscou, du 12 au 20 août, des représentants du patronat, des syndicats, des groupes professionnels, du corps des officiers, des Églises et des partis politiques tourne à l'affrontement entre Kerenski et Kornilov, et à l'avantage de ce dernier. Kornilov expose son programme pour sortir la Russie de « l'anarchie » : dissolution de tous les comités révolutionnaires, fin de toute intervention de l'État dans les domaines économiques et social, militarisation des chemins de fer et des usines d'armement, rétablissement de la peine de mort...* (Nicolas Werth, *1917, la Russie en révolution*, 2007, Gallimard, p. 86)

## Aout 1917, Kornilov tente d'en finir avec la révolution

L'aspirant dictateur trouve encore aujourd'hui des défenseurs au sein de la bourgeoisie soi-disant démocratique :

> *Kerenski multiplie les bévues. Ainsi s'aliène-t-il, fin août, ce qui restait du corps des officiers en accusant le général Kornilov, partisan affirmé d'un retour à l'ordre, d'une tentative de putsch imaginaire.* (Rémi Kauffer, *Le Figaro*, 22 octobre 2007)

Riga tombe le 21 août, ouvrant la route de la capitale Petrograd aux troupes des Empires centraux (Allemagne et Autriche). Kerenski demande, pour défendre la capitale, des troupes à Kornilov qui pense son heure venue. Les représentants de la bourgeoisie « démocratique » au gouvernement soutiennent de fait Kornilov :

> *Le 24 août, le chef du gouvernement envoie au quartier général un émissaire... Voyant dans cette démarche un aveu de faiblesse, Kornilov affirme être prêt à prendre la tête d'un directoire dictatorial, où Kerenski pourrait avoir sa place. De retour à Petrograd, l'émissaire de Kerenski rapporte au chef du gouvernement que Kornilov « exige » les pleins pouvoirs. Kerenski convoque alors d'urgence le conseil des ministres et demande les pleins pouvoirs pour faire face au généralissime factieux. Sceptiques, les ministres constitutionnels-démocrates refusent, préférant démissionner...* (Nicolas Werth, *1917, la Russie en révolution*, 2007, Gallimard, p. 86-87)

Kerenski destitue le chef de l'état-major. L'ancien général en chef riposte par l'envoi le 25 août de la « Division sauvage » du général Krymov afin d'écraser les ouvriers de la capitale et de supplanter le gouvernement de coalition. La victoire de Kornilov aurait abouti à un massacre de prolétaires comme à Paris en 1871, à Berlin en 1919, à Shanghai en 1927, à Djakarta en 1965, à Santiago en 1973...

> *Les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, conduits par le parti cadet et par les généraux et les officiers qui sont de leur bord, se sont organisés et sont prêts à commettre et commettent les pires forfaits, à livrer Riga (et puis Petrograd) aux Allemands, à ouvrir le front aux Allemands, à faire fusiller les régiments bolcheviques, à s'insurger, à faire marcher sur la capitale des troupes, la « division sauvage » en tête, à seule fin de concentrer entre les mains de la bourgeoisie la totalité du pouvoir, d'affermir l'autorité des grands propriétaires fonciers dans les campagnes et d'inonder le pays du sang des ouvriers et des paysans.* (Vladimir Lénine, « Projet de résolution politique », 16 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 342)

Face à l'offensive contre-révolutionnaire, Kerenski est contraint de s'appuyer sur les travailleurs. Le Parti bolchevik combat, avec les masses, au côté du gouvernement provisoire, sans pour autant le soutenir :

> *Nous modifions la forme de notre lutte contre Kerenski. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre lui, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut tenir compte du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattrons maintenant d'une autre façon et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la faiblesse et les hésitations de Kerenski... il faut, sans perdre un instant, faire contre Kerenski plutôt de l'agitation* indirecte *que de l'agitation directe et cela, en exigeant une lutte active, active au maximum, et vraiment révolutionnaire, contre Kornilov. Seul le développement de cette lutte peut nous mener au pouvoir...* (Vladimir Lénine, « Au comité central », 30 août 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 312)

Le bloc entre socialistes-révolutionnaires, mencheviks, anarchistes et bolcheviks s'oppose à la contre-révolution. Les cheminots paralysent le transport des troupes de Kornilov, les régiments hostiles les bloquent et les démoralisent. Le putsch échoue. Le 2 septembre, Kornilov est arrêté par les comités de soldats, Krymov se suicide.

*L'alerte avait eu des conséquences incalculables : devant la faiblesse du « pouvoir », les soviets avaient pris la direction de la résistance populaire... À Petrograd même, la population s'était réarmée et les bolcheviks sortaient de leur semi-clandestinité pour prendre (avec le concours des anarchistes) la tête de la résistance. Les prisonniers de juillet, parmi lesquels Trotsky, étaient libérés sur l'initiative des marins de Kronstadt auxquels il fallut faire appel pour défendre la capitale.* (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe*, 1962, Les Bons Caractères, p. 98)

Le front unique ne peut être qu'une tactique, sauf à supposer que la division des rangs ouvriers entre différents partis est due à des malentendus et non à l'influence d'autres classes sur une classe exploitée et dominée.

La leçon d'août est que toutes les classes dominantes (capitalistes, propriétaires fonciers) cherchent un sabre pour en finir avec les soviets, asseoir la propriété, maintenir et accroître le territoire de l'État russe par la guerre. Ce sont les partis conciliateurs qui vont rompre l'unité réalisée contre Kornilov, en revenant à l'alliance avec la bourgeoisie démocratique, au demeurant introuvable.

## Septembre 1917, le Parti bolchevik s'adresse de nouveau au Parti menchevik et au Parti socialiste-révolutionnaire

Puisque tous les partis socialistes se retrouvent au coude à coude, le Parti bolchevik repose la question du pouvoir aux soviets. Il s'adresse ainsi au Parti menchevik et au Parti socialiste-révolutionnaire :

*Notre parti aspire, comme tout parti politique, à l'exercice du pouvoir. La dictature du prolétariat révolutionnaire est notre but. Six mois de révolution ont confirmé, avec une netteté, une force, un éclat extraordinaire, que cette revendication était juste et inévitable, précisément dans l'intérêt de la révolution actuelle. Car, autrement, le peuple ne pourra obtenir ni une paix démocratique, ni la remise de la terre aux paysans, ni la liberté complète...*

*Nous sommes maintenant en présence d'un tournant tellement brusque et tellement original de la révolution russe que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non certes à la bourgeoisie, notre ennemi direct, notre ennemi principal, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis «dirigeants» de la démocratie petite-bourgeoise, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks...*

*Le compromis consistera en ceci : en ce que les bolcheviks, sans demander de participer au gouvernement - ce qui est impossible à un internationaliste sans la réalisation intégrale des conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres - s'abstiendront de mettre immédiatement en avant la revendication du transfert du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres, et des méthodes de lutte révolutionnaire pour la réalisation de cette revendication...*

*Pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce serait la pleine liberté de propagande et la convocation de l'Assemblée constituante sans délais. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient alors à former un gouvernement exclusivement responsable devant les soviets, à condition de faire passer tout le pouvoir aux soviets également.*

*Aucune autre condition ne saurait être posée par les bolcheviks, confiants qu'une pleine et entière liberté de propagande et la réalisation immédiate d'une nouvelle démocratie dans la composition et le fonctionnement des soviets pourraient assurer d'elles-mêmes une avancée pacifique de la révolution, une issue pacifique de la lutte du parti à l'intérieur des soviets...*

*Les bolcheviks gagneraient ce compromis en ce sens qu'ils auraient la possibilité de propager librement leurs idées et, grâce à la réalisation effective d'une démocratie intégrale, de gagner de l'influence dans les soviets.* (Vladimir Lénine, « Au sujet des compromis », 1er septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 334-335)

Le Parti menchevik et le Parti socialiste-révolutionnaire hésitent à renouer avec le Parti constitutionnel-démocrate tout en refusant de rompre avec la bourgeoisie et de constituer un gouvernement s'appuyant sur les soviets. Par conséquent, leurs divisions internes s'accroissent avec le renforcement respectif des « mencheviks internationalistes » (Martov) et des « socialistes-révolutionnaires


Le général Kornilov

de gauche » (Spiridonova, Kamakov). Kerenski tente de reconstituer le gouvernement de coalition avec le Parti constitutionnel-démocrate qui avait couvert la tentative de dictature militaire. Les poursuites judiciaires contre les dirigeants du PB ne sont pas levées.

L'économie s'effondre sous le poids de la guerre et du sabotage de la production par les capitalistes.

> *Le pays s'enfonce dans le chaos. Toute forme d'autorité a disparu : les soldats désertent, massacrent les officiers honnis ; les paysans pillent et brûlent les demeures des propriétaires fonciers ; les ouvriers occupent les usines, réclamant l'instauration immédiate du contrôle ouvrier.* (Nicolas Werth, *1917, la Russie en révolution*, 2007, Gallimard, p. 92)

Lénine répond que « *on ne peut aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme* » :

> *La Russie est menacée d'une catastrophe certaine. Les transports ferroviaires sont incroyablement désorganisés, et cette désorganisation s'aggrave. Les chemins de fer vont s'arrêter. Les arrivages de matières premières et de charbon pour les usines cesseront. De même, les arrivages de céréales. Sciemment, sans relâche, les capitalistes sabotent la production dans l'espoir que cette catastrophe sans précédent entraînera la faillite de la République et de la démocratie, des Soviets, et, en général, des associations prolétariennes et paysannes, en facilitant le retour à la monarchie et la restauration de la toute-puissance de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers...*
>
> *Il aurait suffi à un gouvernement intitulé démocratique révolutionnaire autrement que par dérision de décréter, dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle, d'établir des sanctions sérieuses, des sanctions d'importance, contre les capitalistes qui essaient de se soustraire frauduleusement à ce contrôle, et d'inviter la population à surveiller elle-même les capitalistes...*
>
> *Ces principales mesures sont : 1. La fusion de toutes les banques en une seule dont les opérations seraient contrôlées par l'État... 2. La nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des groupements monopolistes capitalistes les plus importants... 3. La suppression du secret commercial. 4. La cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats. 5. Le groupement obligatoire ou l'encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation...*
>
> *La question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est inconciliable avec la démocratie authentique, véritablement révolutionnaire. Au XX^e siècle, en pays capitaliste, on ne peut être démocrate révolutionnaire si l'on craint de marcher au socialisme.* (Vladimir Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », 14 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 351-387)

## Septembre 1917, le Parti bolchevik gagne la majorité dans les soviets

En février, l'influence des anarchistes était réduite. Leur principal dirigeant, Kropotkine, avait pris une position chauvine face à la guerre inter-impérialiste. Rentré d'exil, il préfigure le rôle que joueront 20 ans plus tard la CNT-FAI, rejoignant le Frente Popular, fossoyeur de la révolution espagnole (voir *Révolution Socialiste* n° 24).

> *Kropotkine salue le « premier pas » que constitue selon lui le gouvernement de Kerenski... Il persiste à désapprouver le manque de combativité des soldats russes face à l'armée austro-allemande...* (Philippe et Michel Paraire, *La Révolution libertaire*, 2008, Le Temps des Cerises, p. 53)

Au fil de la révolution, une aile du « mouvement libertaire » trouve une audience, à cause de la trahison des partis majoritaires des soviets. Pour autant, ils se révèlent incapables de tracer une voie aux travailleurs des villes et des campagnes. Héritiers de Bakounine, les anarchistes refusent de se délimiter du lumpen et du banditisme, ils récusent tout pouvoir centralisé, y compris celui des soviets. Or, il n'y a jamais eu de révolution victorieuse sans pouvoir révolutionnaire capable de démanteler l'ancien appareil d'État, d'assurer la production et le transport, de ravitailler les villes, d'écraser la contre-révolution interne et de résister aux interventions étrangères.

> *L'essence révolutionnaire d'une époque se manifeste le plus clairement quand la lutte des classes et des partis ne présente plus le caractère d'une lutte à l'intérieur d'une organisation étatique déterminée, mais dans le fait qu'elle commence à faire sauter ses frontières...* (György Lukacs, *Lénine*, 1924, EDI, p. 91)



L'alternative est : dictature militaire ou pouvoir des soviets.

> *Il n'est pas de moyen terme. L'expérience l'a bien montré. Ou bien tout le pouvoir aux soviets ou bien le kornilovisme.* (Vladimir Lénine, « Une des questions fondamentales de la révolution », 14 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 403)

Un par un, les centres urbains basculent vers le Parti bolchevik au fur et à mesure des élections dans les soviets. Le 31 août, le soviet de Petrograd adopte, pour la première fois, une résolution pour le pouvoir aux soviets. Dans la semaine qui suit, ce sont les soviets de Moscou, de Kiev et des principales villes ouvrières du pays qui lui emboîtent le pas. Le 9 septembre, le soviet de Petrograd condamne la coalition avec le PKD. Le 23 septembre, Trotsky est élu président du soviet au nom de sa majorité bolchevique. Un ancien anarchiste témoigne de la conjoncture :

> *Ce qu'ils veulent tous, le parti l'exprime en termes clairs... Quand les artilleurs des cuirassés de la Baltique, anxieux du danger suspendu sur la révolution, cherchent une voie, l'agitateur bolchevik est là qui leur montre. Quand des soldats dans la tranchée veulent exprimer leur volonté d'en finir avec la tuerie, ils élisent au comité des bataillons les candidats du Parti bolchevik. Quand les paysans, las des atermoiements de « leur Parti » socialiste-révolutionnaire, se demandent s'il n'est pas temps d'agir eux-mêmes, la voix de Lénine leur parvient : « prends la terre, paysan ! ». Quand les ouvriers sentent l'intrigue contre-révolutionnaire les environner de toutes parts, la Pravda* (La Vérité) *leur apporte les mots d'ordre qu'ils pressentaient... Les bolcheviks, petite minorité révolutionnaire en mars, deviennent en septembre-octobre le parti de la majorité. Distinguer entre les masses et le parti est impossible, ce n'est qu'un flot.* (Victor Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1930, Maspero, p. 53)




Cette situation met à l'ordre du jour l'accomplissement de la révolution prolétarienne.

> *Dès que les bolcheviks furent en possession des soviets des deux capitales, Lénine dit : « Notre temps est venu ». En avril et en juillet, Lénine cherchait à modérer. En août, il préparait théoriquement la nouvelle étape. À partir du milieu de septembre, il pousse, il presse de toutes ses forces. Le danger maintenant n'est point d'aller trop vite, il est de s'attarder.* (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, 1930-1932, Seuil, t.2, p.501)

## Septembre 1917, Lénine oriente le Parti bolchevik vers l'insurrection

En août, Lénine rédige *L'État et la révolution*. En septembre, il précise que le but du parti n'est pas un changement de gouvernement, mais le renversement de l'ancien appareil d'État qui doit être remplacé par le pouvoir des soviets.

> *La question du pouvoir est certainement la question la plus importante de toute révolution. Quelle classe détient le pouvoir ? Tel est le fond du problème...*

### Bibliographie


Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie,* 1958 (Gallimard, 1972)

Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, 1963 (Minuit, 1977)

François-Xavier Coquin, *La Révolution russe*, 1962 (Les Bons Caractères, 2005)

Vladimir Lénine, *L'État et la révolution,* 1917 (Cahier Bolchevik, 2008)

Marcel Liebman, *La Révolution russe* (Marabout, 1967)

John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, 1919 (Seuil, 1996)

Victor Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1928 (La Découverte, 1999)

Léon Trotsky, *Les Leçons d'Octobre*, 1924 (Cahier Bolchevik, 2004)

Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, 1930-1932 (Seuil, 1995)



*Un « ministère formé par les partis qui ont la majorité dans les Soviets », cela veut dire des changements de personnes dans la composition du cabinet, tout l'ancien appareil gouvernemental demeurant intangible, appareil foncièrement bureaucratique, foncièrement antidémocratique, incapable de réaliser aucune réforme sérieuse, même celles qui figurent au programme des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.*

*« Le pouvoir aux Soviets », cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'État, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des Soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'État, dans l'application de réformes et de transformations sociales...*

*Or, un des grands mérites des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, c'est qu'ils représentent un nouveau type de l'appareil d'État, infiniment supérieur, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait le possible et l'impossible pour transformer les Soviets (surtout celui de Petrograd et le Soviet de Russie, c'est-à-dire le Comité exécutif central) en de purs moulins à paroles, occupés, sous couleur de «contrôle», à voter des résolutions et des vœux impuissants, dont le gouvernement remettait, avec le sourire le plus poli et le plus aimable, la réalisation aux calendes grecques.*

*Mais il a suffi de la «brise fraîche» du kornilovisme, qui promettait un bel orage, pour que l'atmosphère au Soviet se trouvât temporairement purifiée de tous ses miasmes et que l'initiative des masses révolutionnaires commençât à se manifester comme quelque chose de grand, de puissant, d'invincible.* (Vladimir Lénine, « Une des questions fondamentales de la révolution », 14 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 25, p. 398-402)

Pour Zinoviev, alors clandestin, tenter une insurrection déboucherait sur le sort de la Commune de Paris (*Pravda*, 30 août). Pour Lénine, lui aussi clandestin, s'il était trop tôt en juillet, le moment est désormais venu. Le 14, il envoie au comité central deux lettres pressantes :

*Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir... Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la tâche qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée à Petrograd et à Moscou, la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement.* (Vladimir Lénine, « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir », 14 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t.26, p. 10-12)

*Les 3 et 4 juillet... nous n'avions pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux soviets. Elle a été créée uniquement par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les bolchéviks et par l'expérience de la rébellion de Kornilov...*

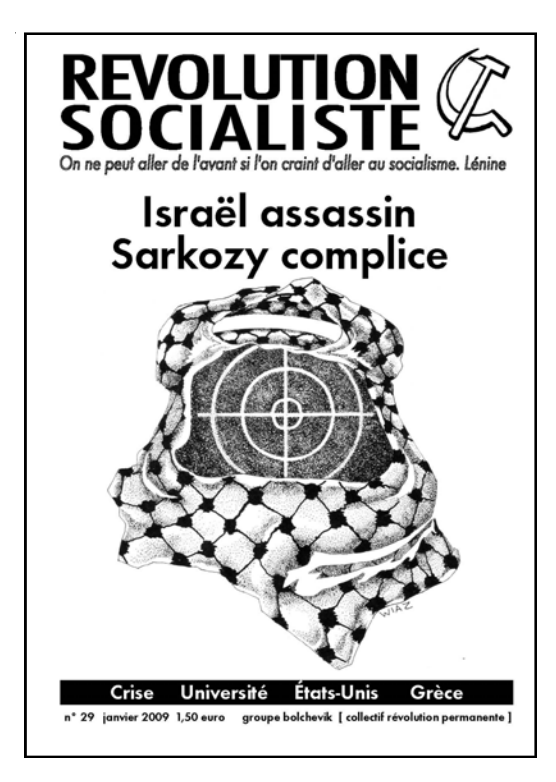
*Les 3 et 4 juillet, l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement ni politiquement...*

*Aujourd'hui la situation est tout autre. Nous avons avec nous la majorité de la classe qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.* (Vladimir Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », 14 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 26, p. 14-15)

De nouveau, un fossé se creuse entre Lénine et la direction du Parti bolchevik. Trotsky se déclare favorable à l'insurrection mais veut la suspendre à la tenue du 2e congrès panrusse des soviets, où le Parti bolchevik sera majoritaire. Quant à lui, Kamenev s'y oppose totalement. Il est suivi par la majorité du comité central qui ne répond pas aux lettres de Lénine et censure ses articles.

*Le 28 septembre, le comité central fut saisi d'une demande, émanant de Lénine, d'insurrection immédiate au moyen de détachements révolutionnaires qui arrêteraient le gouvernement et s'empareraient du pouvoir. Sa demande ne rencontra aucun partisan au sein du CC.* (Leonard Schapiro, *De Lénine à Staline*, 1960, Gallimard, p. 199)

Lénine, qui reste éloigné de Petrograd, engage une




# La Révolution d'octobre 1917

suite de la page 30

lutte fractionnelle en s'appuyant sur Smilga, puis sur Staline et Trotsky.

*Les événements ont pleinement confirmé la justesse de ma thèse, avancée au moment de la Conférence démocratique, à savoir que le parti doit mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée. Les événements nous forcent à le faire. L'histoire a fait aujourd'hui de la question militaire la question politique essentielle.*

*Je crains que les bolcheviks ne l'oublient, emportés comme ils le sont par « l'activité au jour le jour », par les menues questions courantes et par l'« espoir » qu'une «vague balaiera Kerenski ». Cette espérance est naïve ; c'est comme si on se laissait vivre au «petit bonheur». De la part du parti du prolétariat révolutionnaire, cela peut être un crime. À mon avis, il faut faire de la propagande dans le parti pour qu'il adopte une attitude sérieuse envers l'insurrection armée.* (Vladimir Lénine, « Lettre à Ivar Smilga », 27 septembre 1917, *Œuvres*, Éditions Sociales, t. 26, p. 63-64)

## Octobre 1917, Trotsky organise l'insurrection

Le gouvernement essaie d'en finir avec les soviets :

*Inquiets devant les progrès réguliers des bolcheviks... le gouvernement de Kerenski s'efforce de mettre sur pied de nouvelles institutions, alternatives aux soviets, tel le Conseil de la République, sorte de préparlement.* (Nicolas Werth, *1917, la Russie en révolution*, 2007, Gallimard, p. 99)

De la partie la plus consciente des soviets, le parti ouvrier révolutionnaire, dépend le sort des soviets :

*L'organisation à l'aide de laquelle le prolétariat peut non seulement renverser l'ancien régime, mais se substituer à lui, ce sont les soviets. Ce qui plus tard devint une affaire d'expérience historique n'était, jusqu'à l'insurrection d'octobre, qu'un pronostic théorique, s'appuyant, il est vrai, sur l'expérience préalable de 1905. Les soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, après la victoire, les organes du pouvoir.*

*Cependant, les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à diverses fins. Un programme est donné aux soviets par le parti. Si les soviets, dans les circonstances d'une révolution - et, hors d'une révolution, ils sont généralement impossibles - s'emparent de toute la classe, à l'exception des couches tout à fait arriérées, passives ou démoralisées, le parti révolutionnaire est à la tête de la classe. Le problème de la conquête du pouvoir ne peut être résolu que par la combinaison du parti avec les soviets ou bien avec d'autres organisations de masses équivalant plus ou moins aux soviets.* (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 545-546)

Malgré l'opposition interne de Kamenev et de Rykov, le Parti bolchevik déjoue le 7 octobre l'initiative du gouvernement de Kerenski qui vise à supplanter les soviets :

*Trotsky réussit à convaincre la fraction des délégués bolcheviks au préparlement qu'ils doivent le boycotter après une déclaration de guerre à la séance d'ouverture. Ils quitteront la salle après qu'il ait, en leur nom, lancé le signal : « La révolution est en danger ! Tout le pouvoir aux soviets ! »* (Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, 1963, Minuit, p. 94-95)

Le soviet de Petrograd, présidé par Trotsky, met sur pied le 9 octobre un comité militaire révolutionnaire qui sera l'organe de l'insurrection. Lénine participe au comité central du 10 octobre qui vote l'insurrection par 10 voix pour, 2 contre. Zinoviev et Kamenev engagent une lutte interne contre l'insurrection. Le CC élargi du 16 confirme la décision par 19 pour, 2 contre, 4 abstentions. Le 18 octobre, Zinoviev et Kamenev dénoncent publiquement, dans le journal de Gorki, la ligne adoptée. À cette occasion, Staline adopte une ligne conciliatrice.

Le comité militaire révolutionnaire (CMR) prend le contrôle des arsenaux et de tout mouvement de troupes. Le 22 octobre, le gouvernement provisoire donne l'ordre au croiseur *Aurore* dont l'équipage est favorable au Parti bolchevik, de lever l'ancre, le CMR l'annule. Le 23, le gouvernement interdit la presse bolchevique, rappelle à Petrograd les élèves-officiers. Le 24, le CMR envoie un détachement rouvrir la *Pravda* et arme des détachements ouvriers, les marins de Kronstadt arrivent à Petrograd. Le 25, Trotsky, rejoint par Kamenev et Lénine, déclenche l'insurrection. Le 26, le Palais d'Hiver, siège du gouvernement, est pris par les insurgés.

(à suivre)